



HAL
open science

Retour sur la politisation des classes populaires. Propositions pour une analyse des états de matière du politique et de leur convertibilité

Barrault-Stella Lorenzo, Bernard Pudal

► To cite this version:

Barrault-Stella Lorenzo, Bernard Pudal. Retour sur la politisation des classes populaires. Propositions pour une analyse des états de matière du politique et de leur convertibilité. Lorenzo Barrault-Stella; Brigitte Gaïti; Patrick Lehingue. La politique désenchantée? Perspectives sociologiques autour des travaux de Daniel Gaxie, Presses Universitaires de Rennes, pp.105-128, 2019, Res publica, 9782753585782. 10.4000/books.pur.147057 . halshs-03857549

HAL Id: halshs-03857549

<https://shs.hal.science/halshs-03857549v1>

Submitted on 17 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Retour sur la politisation des classes populaires.
Propositions pour une analyse des états de matière du politique
et de leur convertibilité

Lorenzo Barrault-Stella (CNRS - CRESPPA-CSU) et Bernard Pudal (Université Paris 10 -
CRESPPA-CSU)

in Lorenzo Barrault-Stella, Brigitte Gäiti, Patrick Lehingue (dir.), *La politique désenchantée ?*
Perspectives sociologiques autour des travaux de Daniel Gaxie, Rennes, Presses Universitaires de Rennes,
« Res publica », 2019, p. 105-128

« Les intellectuels jouent entre eux lorsqu'ils jouent
avec l'image des classes populaires »
(Passeron, 1970, p. 7-8)

On n'en finirait pas de recenser les textes de sciences sociales, plus ou moins polémiques, qui se donnent pour objet « le » ou « la » politique, en interrogeant moins sa teneur lorsqu'on l'observe dans ses formes instituées que dans ses formes décrétées plus ou moins insaisissables¹. Les qualificatifs censés les désigner sont souvent mystérieux : la politique « ailleurs » (Darras, Mauger, Contamin, 1998), la politique « informelle », « la politique sans en avoir l'air » (Le Gall, Offerlé, Ploux, 2012), « l'infra-politique », « la politique à côté », « le proto-politique », etc. Cette question ne serait pas aussi sensible si, outre ses implications normatives soulignées dès 1978 par Daniel Gaxie dans le *Cens caché* (Gaxie, 1978), elle ne se redoublait fréquemment d'une interrogation sur les rapports « ordinaires » ou « profanes » (Gaxie, 2008) à la politique (trop souvent rabattus sur les rapports populaires, Mariot, 2010), elle-même associée au soupçon que des enquêtes trop intellectuelo-centrées ne méconnaissent les capacités politiques des classes populaires². Les usages du peuple constituent sans doute l'un des terrains privilégiés de l'enchantement et du désenchantement politique. De ce point de vue, les dérives misérabilistes et populistes évoquées par Claude Grignon et Jean-Claude Passeron (Grignon, Passeron, 1989 ; Soulet, 2011), toujours menacées de régression ethnocentriste, ne manquent pas de pertinence tant la politique constitue un bien culturel parmi d'autres, et même si leur diagnostic est manifestement affecté par des enjeux

¹ Outre les coordinateurs de l'ouvrage, nous remercions Clémentine Berjaud, Kevin Geay, Nicolas Mariot et Olivier Roueff pour leurs remarques sur une version antérieure de ce texte.

² Que l'on peut définir, objectivement, comme l'ensemble hétérogène de groupes disposant de ressources économiques et culturelles restreintes, dont les membres partagent une condition de dominés dans le travail et dans les rapports sociaux (Siblot, Cartier, Coutant, Masclet, Renahy, 2015, p. 39-41).

d'une autre nature qu'un seul désir de clarification³. À l'inverse de ces querelles, nous défendons ici un point de vue plus syncrétique⁴, sans vaine prétention d'exhaustivité mais contre une tendance à l'émiettement des savoirs en sciences sociales, visant moins à opposer qu'à combiner des points de vue construits dans et par la différenciation des constructions d'objet, des traditions analytiques et des méthodes⁵.

À cette fin, nous nous appuyerons sur une relecture du statut du politique dans l'œuvre de Pierre Bourdieu. Cela nous conduira à suggérer qu'une sociologie politique prenant en compte les différents « états de matière »⁶ du politique pourrait, au-delà des controverses, faire converger cumulativement des travaux variés de sociologie, d'histoire et de science politique abordant la politisation. L'enjeu de ces rapprochements est de proposer un programme de recherche autour des conditions de la conversion entre ces différents états de matière, en portant notamment la focale sur l'activité de divers *intermédiaires de politisation*. On suggère par exemple de faire fonctionner ces pistes pour analyser un des phénomènes qui a largement alimenté le désenchantement politique ces dernières années : certains soutiens apportés au Front National au sein des classes populaires.

Un programme de recherche totalisant ? Les états de matière du politique dans l'œuvre de Pierre Bourdieu

Nous supposerons tout d'abord connues les principales études de P. Bourdieu sur le champ et la délégation politiques⁷ pour porter notre attention sur d'autres aspects du politique qu'il a rencontrés dans ses recherches. D'où notre métaphore, discutable comme toute métaphore, que justifie l'intérêt de Bourdieu pour la politique dans ses différents « états ».

Des travaux séminaux sur l'Algérie : une analyse des conditions d'émergence d'une « conscience révolutionnaire » et de dispositions à la politisation

Comme P. Bourdieu le rappelle, cet intérêt est omniprésent dès ses travaux sur l'Algérie dans les années 1950-1960 (par exemple Bourdieu, 1963), dont l'un des enjeux est de comprendre les conditions d'émergence d'une « conscience révolutionnaire » alors que sont implicitement en cause les débats d'époque opposant une « voie chinoise » (rôle décisif de la paysannerie) à une « voie russe » (rôle dirigeant du prolétariat)⁸. Récusant le recours à une fausse explication par la prise de conscience, Bourdieu (auquel il faut associer Abdlemalek Sayad) s'efforce de distinguer les

³ On pourrait étudier les usages des positions scientifiques, en particulier l'intrication des enjeux scientifiques, institutionnels et politiques dans les manières d'appréhender la politisation des classes populaires (dont les rapports à Bourdieu ne constituent qu'un cas particulier). Claude Grignon et Jean Claude Passeron entretiennent d'ailleurs des relations contrastées aux travaux de P. Bourdieu (Grignon, Passeron, 1989, p. 54, 80, 127).

⁴ Pour une illustration de la manière dont les matériaux d'une même enquête peuvent cumulativement faire l'objet d'analyses légitimistes et relativistes (Barrault-Stella, Berjaud, 2016).

⁵ Les définitions concurrentes de la politique, comme les différentes représentations du peuple, constituent des armes de luttes entre intellectuels, à l'instar de la catégorie de « populisme » (Jeanpierre, 2012). Voir aussi la citation de J. C. Passeron en épigraphe de cette contribution.

⁶ Par analogie, en physique, un état de la matière correspond à un certain degré de cohérence de la matière (densité, structure, etc.) qui se traduit par des comportements définis par les lois de la physique (malléabilité, viscosité, etc.).

⁷ Dont on trouve l'essentiel dans (Bourdieu, 1979 ; 2001). Pour une synthèse, voir la notice de B. Pudal relative au concept de « délégation » dans le *Dictionnaire Bourdieu*, à paraître.

⁸ Comme Bourdieu le souligne: « mes premiers travaux ont porté sur le peuple algérien et qu'ils traitaient, entre autres choses, des formes de la conscience politique et des fondements des luttes politiques » (Bourdieu, 1981, p. 61).

situations confusément pré-politisantes, « objectivement » politiques, des situations « subjectivement » politiques, tout en s'interrogeant sur les relations entre ces états de matière du politique.

Rappelons aussi avec G. Mauger que Bourdieu est conduit à observer une mobilisation politique populaire (celle du « peuple » algérien, de sa lutte « révolutionnaire »), ce qui suppose l'analyse de l'émigration algérienne et de ses effets politiques, comme celle de la situation coloniale et de ses effets politiques⁹. Le langage d'époque emprunte à K. Marx l'opposition entre le prolétariat et le sous-prolétariat. Comme le suggère Mauger, les deux concepts (qui seront ensuite abandonnés¹⁰) sont présents dès 1958 dans *Sociologie de l'Algérie* (Bourdieu, 1958) qui se clôture par une analyse de « la structure des rapports de classe » : la coexistence du « développement d'une économie capitaliste » et de « modes de production plus anciens » définit, selon Bourdieu, « une structure originale des classes sociales ». Il distingue, outre la « petite-bourgeoisie » (où il classe les fonctionnaires, les employés subalternes et moyens des bureaucraties) et le « semi-prolétariat » (des artisans et commerçants moyens), le « prolétariat » relativement peu nombreux et, pour l'essentiel installé en France, des travailleurs manuels qualifiés et permanents du secteur moderne et « un immense sous-prolétariat », « chômeurs, manœuvres, journaliers, marchands ambulants, petits employés, porteurs, commissionnaires, gardiens, revendeurs au détail d'un paquet de cigarettes » (Bourdieu, 1958, p. 123-125). Surtout, la distinction entre prolétariat et sous-prolétariat se fonde sur leurs rapports différenciés à l'avenir, inscrits dans leurs conditions d'existence respectives envisagées sous l'angle de leur plus ou moins grande stabilité : « s'il est vrai que le montant du salaire est le critère décisif du jugement manifeste qui est porté sur la profession, la plus ou moins grande stabilité de l'emploi est le déterminant réel de la conduite » (Bourdieu, 1963, p. 293). Il ajoute : « le clivage social le plus tranché est celui qui sépare les travailleurs permanents et les travailleurs intermittents » (Bourdieu, 1963, p. 361) et « ceux qui sont stables [...] font tout pour le rester, ceux qui sont instables [...] sont prêts à tout pour échapper à l'instabilité » (Bourdieu, 1977, p. 91). Ainsi, dans ses travaux relatifs à l'Algérie, Bourdieu montre que *les dispositions politiques s'ancrent dans les rapports à l'avenir* associés à la plus ou moins grande précarité des emplois : « avec l'emploi permanent et le salaire régulier, avec l'apparition de perspectives réelles d'ascension sociale, une conscience temporelle ouverte et rationnelle peut se former [...] Les actions, les jugements et les aspirations s'ordonnent en fonction d'un plan de vie. C'est alors seulement que l'attitude révolutionnaire prend la place de l'évasion dans le rêve, de la résignation fataliste ou du ressentiment rageur » (Bourdieu, 2008, p. 120)¹¹. Préfigurant l'opposition entre « misère de condition » et « misère de position » de *La Misère du Monde* (Bourdieu, 1993), Bourdieu souligne l'importance de *la position relative* du prolétariat et du sous-prolétariat dans l'espace social : « partout et toujours, le prolétariat est déterminé, autant que par ses conditions matérielles d'existence, par la position qu'il occupe dans la structure sociale » (Bourdieu, 1977, p. 80) et, en particulier, par la crainte de la retombée dans le sous-prolétariat¹². On le voit, la « conscience triangulaire », sur laquelle les travaux d'O. Schwartz ont récemment attiré l'attention (Schwartz, 2006), a des antécédents dans cette matrice algérienne et constitue, on y revendra, un schème analytique central

⁹ Voir la notice de G. Mauger consacrée au concept de « prolétariat » pour le *Dictionnaire Bourdieu*, à paraître.

¹⁰ Non sans quelques piqures de rappel comme dans (Bourdieu, 1974, p. 9).

¹¹ Pour une illustration des liens potentiels entre rapport à l'avenir et rapport au politique dans le cas de jeunes des classes populaires (Barrault-Stella, 2010).

¹² D'où « les remparts dressés contre les retours offensifs de la misère » évoqués par Bourdieu (Bourdieu, 1977, p. 81) qui est loin de considérer les classes populaires uniquement comme passives et désinvesties.

d'études ultérieures. Il manque toutefois à cette analyse de Bourdieu la pré-politisation associée à la condition d'émigré, question davantage traitée par A. Sayad qui défend la thèse que l'émigration est objectivement « politique »¹³. Pour autant, un des résultats majeurs de cette partie des travaux de Bourdieu est que l'engagement politique et la politisation implique un minimum de stabilité sociale et professionnelle, un rapport à l'avenir pas trop incertain en somme.

Ces développements constituent la matrice d'une construction d'objet sur les rapports à la politique des classes populaires : il y a des *dispositions* à la politisation à rechercher dans la condition de classe et dans la position relative de la (fraction de) classe, mais aussi dans l'articulation de ces dispositions avec des structures de représentation (associations, organisations syndicales et politiques, etc.) animées par des mandataires issus des milieux populaires ou en situation de les représenter. Ce qui fut alors pensé à propos de l'Algérie se retrouve dans certains travaux ultérieurs de Bourdieu.

Au-delà de la dépossession, Bourdieu relativiste ? Un sens politique dans les classes populaires

Dans une étude rarement citée sur les grèves ouvrières (Bourdieu, 1981, p. 251-263), P. Bourdieu proposait par ailleurs, sur le modèle de « l'asilisation » d'E. Goffman, le concept « d'usinisation ». Il esquissait alors un programme de recherche sur les différentes conditions ouvrières, hors champ ouvrier (quand la condition ouvrière est encore liée à la paysannerie par exemple¹⁴) ou, au contraire, quand l'ensemble de la classe est coupé du monde extérieur et a « tous ses intérêts dans le champ » (p. 252), ce qui correspond à une condition ouvrière « héritée »¹⁵ : « l'ancienneté de l'entrée dans le champ mesure la durée de ce que l'on peut appeler le processus d'ouvriérisation¹⁶ ou *d'usinisation* (si l'on veut bien accepter ce concept un peu barbare, forgé sur le modèle *d'asilisation* élaboré par Goffman pour désigner le processus par lequel les gens, dans les prisons, dans les casernes, dans toutes les "institutions totales" s'adaptent peu à peu à l'institution et, d'une certaine façon s'en accommodent) » (p. 253). De cette analyse, Bourdieu concluait à l'existence de dispositions collectivistes : « le propre des stratégies des travailleurs, c'est qu'elles ne sont efficaces que *si elles sont collectives*, donc conscientes et méthodiques, c'est-à-dire médiatisées par une *organisation* chargée de définir les objectifs et d'organiser la lutte. Cela suffirait à expliquer que la condition ouvrière tende à favoriser des *dispositions collectivistes* (par opposition à individualistes), si tout un ensemble de

¹³ A. Sayad analyse l'émigration et la situation coloniale comme des situations objectivement politisantes, et s'interroge sur l'articulation de ces dispositions politisantes avec les organisations susceptibles de les représenter (Sayad, 1993). C'est chez Sayad que l'on trouve les réflexions les plus abouties sur la politisation des algériens, des émigrés d'abord, puis de ceux qui sont restés en Algérie ensuite. A. Sayad évoque une ou plutôt des politisations suivant qu'elles touchent nécessairement, objectivement, tout émigré : « Émigrer constitue objectivement (c'est-à-dire à l'insu de tous les partenaires et indépendamment de leur volonté) un acte qui, à n'en pas douter, est fondamentalement politique (...) les émigrés vers la France savaient plus ou moins consciemment qu'en agissant de la sorte ils se soustrayaient à l'exploitation coloniale en sa forme la plus directe et la plus visible et ainsi ils s'affranchissaient objectivement de l'allégeance à laquelle ils étaient tenus à l'égard de l'ordre colonial au moins local. C'était là (...) l'expression d'un "nationalisme" qu'on peut dire liminaire, même si ce "nationalisme", nécessairement politique, ne peut encore se dire en des termes à proprement parler politiquement politiques » (p. 409-411). Pour Sayad, la rencontre entre émigrés politisés objectivement et émigrés politisés subjectivement est à l'origine de la lutte de libération nationale.

¹⁴ Voir le cas du père de Martine Sonnet dans *Atelier 62* à Renault-Billancourt, ou encore le problème des différentes générations immigrées étudiées par Sayad.

¹⁵ Voir sur ce point les différences entre l'histoire des groupes ouvriers français et anglais évoquées par (Noiriel, 2002).

¹⁶ C'est ce processus qu'enregistraient par exemple les « attributs ouvriers » utilisés par Guy Michelat et Michel Simon, une technique d'enquête rarement imitée alors qu'elle permettait de mesurer des degrés inégaux d'intégration au monde ouvrier (Michelat, Simon 1977).

facteurs constitutifs des conditions d'existence n'agissaient dans le même sens : les risques du travail et les aléas de toute l'existence qui imposent la solidarité, l'expérience de l'interchangeabilité des travailleurs (renforcées par les stratégies de déqualification) et de la soumission au verdict du marché du travail qui tend à exclure l'idée de « juste prix » du travail (si forte chez les artisans et les membres des professions libérales) » (p. 258)¹⁷.

Dans le chapitre 8 de *La Distinction* « Culture et politique » (Bourdieu, 1979, p. 463-541) où l'accent est mis sur les effets de légitimité¹⁸, Bourdieu évoque, sans toutefois en faire l'analyse, tout ce qu'il faudrait prendre en compte pour donner *une vue plus complète des rapports des classes populaires à la politique*, sous la forme d'une sorte d'inventaire : « Ce n'est pas sur le terrain de la culture, toutefois, qu'il faut chercher une distance ou une prise de distance, sauf toute négative, par défaut, à l'égard de la classe dominante et de ses valeurs : il y a, bien sûr, tout ce qui est de l'ordre de l'art de vivre, une sagesse acquise à l'épreuve de la nécessité, de la souffrance, de l'humiliation, et déposée dans un langage hérité, dense jusque dans ses stéréotypes, un sens de la réjouissance et de la fête, de l'expression de soi et de la solidarité pratique avec les autres (évoqué par l'adjectif bon vivant où les classes populaires se reconnaissent), bref tout ce qui engendre l'hédonisme réaliste (et non résigné) et le matérialisme sceptique (mais non cynique) qui constituent à la fois une forme d'adaptation aux conditions d'existence et une défense contre ces conditions, il y a l'efficacité et la vivacité d'un parler qui, libéré des censures et des contraintes pesant sur les parlers quasi-écrits, donc autonomes par rapport au contexte pratique, trouve dans la référence commune à des situations, des expériences et des traditions partagées, le principe de ses ellipses, de ses raccourcis, de ses métaphores ; il y a aussi tout ce qui ressort à la politique, à la tradition des luttes syndicales, où pourrait résider le seul principe véritable d'une contre-culture mais où les effets de la domination culturelle ne cessent de s'exercer » (Bourdieu, 1979, p. 459). Il ajoute : « on oublie que toute la logique spécifique de la domination culturelle fait que la plus entière reconnaissance de la légitimité culturelle peut coexister et coexiste souvent avec la contestation la plus radicale de la légitimité politique » (Bourdieu, 1979, p. 460). À bien lire, ce passage renvoie aux conditions socio-historiques de possibilité de l'histoire du mouvement ouvrier en France et à ses contradictions.

Un an après *La Distinction*, P. Bourdieu revient dans *Questions de sociologie* sur les rapports à la politique en reprenant son analyse des sans-réponses aux sondages. Il rappelle que la probabilité d'avoir une opinion politique dépend du capital culturel et insiste sur « l'effet d'assignation statutaire » qui induit la compétence technique comme « obligation ». Il souligne que les questions politiques sont des questions auxquelles il faut répondre sur le mode du calcul logique : « ce sont des questions qui demandent la posture « pure », celle que demande le système scolaire du langage » (Bourdieu, 1981, p. 244). Mais il note aussi qu'en deçà de l'opinion qu'on pourrait appeler « scolaire », exigée par nombre d'enquêtes par questionnaires ou même par entretiens, il existe en complément une sorte de *sens politique qui échappe à la verbalisation*, en attente d'une allocation

¹⁷ On peut faire l'hypothèse que la crise actuelle du monde ouvrier est une crise de ces appropriations d'une culture de classe. De « nouveaux ouvriers », des jeunes, n'ont pas bénéficié de cette « ouvriérisation », et sont donc renvoyés à des dispositions « individualistes » qui, dans ce cas, confortent la concurrence, réelle ou fantasmée, entre « travailleurs », tandis qu'auparavant il pouvait exister comme l'écrivait Bourdieu quelque chose comme une « conscience minimale et fondamentale » au principe de la délégation : « la conscience minimale et fondamentale à la fois qui est nécessaire pour déléguer à un parti la production des principes de production des opinions politiques et la conscience systématique qui permet de constituer toute situation comme politique et de lui apporter une solution politique engendrée à partir de principes proprement politiques » (Bourdieu, 1997, p.72, nous soulignons).

¹⁸ Pour une discussion des trois modes idéaux-typiques de production des opinions au cœur de ce texte (Gaxie, 2013).

d'opinion : ceux qui ne peuvent pas répondre « ont quelque chose que je ne puis pas nommer opinion politique, puisque l'opinion suppose le discours, et que j'appellerai un *sens politique* » (Bourdieu, 1981, p. 244). Il fait alors référence aux études d'E. Goffman : « le sociologue a affaire à des gens qui savent mieux que lui, sur le mode pratique, ce qu'il cherche à savoir : qu'il s'agisse de patrons ou de sous-prolétaires, il doit porter à un niveau explicite des choses que les gens savent parfaitement mais sur un autre mode, c'est-à-dire sans le savoir vraiment (...) Le sens de l'orientation politique peut commander certains choix politiques pratiques sans parvenir au discours et sera déconcerté, désarçonné par les situations dans lesquelles il faudrait répondre au niveau du discours » ((Bourdieu, 1981, p. 245). Ce faisant, Bourdieu distingue un état du politique qu'il nomme *sens politique* et que l'on peine à saisir par le discours¹⁹.

Si l'on réunit ces différentes thèses portées par Bourdieu en les associant évidemment aux effets de légitimité qu'il a abondamment analysés par ailleurs, on voit que les rapports à la politique ne sauraient pour cet auteur se réduire aux effets de la dépossession culturelle et statutaire²⁰, même si cette dépossession et les sentiments d'incompétence et d'illégitimité qui lui sont associés peuvent être considérés comme des éléments essentiels du fonctionnement d'un champ politique que l'on sait aujourd'hui différencié²¹. Bourdieu ne nie aucunement l'existence de dispositions à la politisation (un « sens politique », une « politisation minimale », des formes de « résistance », « une conscience minimale et fondamentale », etc.), voire de représentations qu'il qualifie « philosophiquement » (hédonisme, matérialisme sceptique, etc.), variables suivant le degré de stabilité du groupe ouvrier, d'ancienneté dans « l'usinerie » (et donc d'appropriation de la culture syndicale), de pente de la trajectoire qui orientent plus ou moins vers des calculs politiques mettant l'accent sur la nécessité de l'organisation collective, qu'accompagnent des pratiques culturelles propres (humour, blagues, etc.) et des inventions langagières d'autant plus spécifiques qu'elles ont pour marché l'entre-soi ouvrier²². Tel est à peu près le tableau que dresse Bourdieu, tableau qui correspond aussi à un certain moment de l'histoire des classes populaires qui est encore celui de la « centralité ouvrière ». Il existe donc un état de matière du politique très difficile à saisir et même à nommer, qui accède difficilement à l'état de discours constitué politiquement, sans lequel néanmoins le niveau explicite du politique ne peut être que partiellement compris.

Cette relecture des travaux de Bourdieu sur la politisation fournit un programme de recherche. Dans le cas des classes populaires mais sans doute plus généralement, analyser les phénomènes de politisation en prenant au sérieux les différents états du politique revient à saisir les médiations, produits contextuels souvent liés aux activités d'intermédiaires variables, entre ces dispositions et les comportements politiques effectifs. L'hypothèse d'une homologie structurale en la matière – entre champ politique et espace social, auxquels il faut sans doute ajouter un troisième espace moins souvent pensé, celui de l'intermédiation²³ de l'offre politique – constitue une piste de recherche, correspondant peut-être à des situations historiques singulières²⁴. Il reste que ce programme de

¹⁹ On peut aussi évoquer une « conscience pratique » décorrelée de la « conscience discursive » qui rend alors la verbalisation improbable (Giddens, 1987). Cela constitue un obstacle important au repérage empirique de ce sens politique, puisque le risque est grand pour le chercheur de sur-interpréter – parfois en toute bonne foi d'ailleurs – en attribuant un sens politique à certaines pratiques qui ne sont peut-être pas investies de la sorte par les classes populaires.

²⁰ Pour une lecture convergente (Mauger, 2013).

²¹ Sur la construction du champ politique en France (Gaxie, 2003 ; Dulong, 2010).

²² Tel est par exemple le cas de (Durand, 2006). Voir notamment l'introduction de Michel Pialoux.

²³ Voir notamment, par analogie, (Roueff, 2013).

²⁴ Sur les conditions historiques de possibilité de ce type de situation (Pudal, 1989).

recherche, au cœur de l'œuvre de P. Bourdieu²⁵, vise à comprendre comment les dispositions (potentiellement politiques) des milieux populaires, elles-mêmes évidemment variables historiquement et spatialement, sont activées ou mises en sommeil au gré de la variabilité des situations et des agents qui permettent (ou non) leur activation²⁶. Cela nécessite d'analyser ensemble les classes populaires dans leur diversité (Schwartz, 1998)²⁷ mais aussi, en situation, le travail de divers types d'intermédiaires (militants, enseignants, travailleurs sociaux, représentants associatifs, agents religieux, *street level bureaucrats*, etc.) qui les encadrent (ou non) et les prennent en charge (ou non), que ce soit dans les milieux politiques, intellectuels, syndicaux, du travail, du quartier ou d'autres encore²⁸. Surtout, on voudrait suggérer qu'une telle perspective de recherche, attentive aux différents états du politique, permet de faire dialoguer une diversité de travaux de sociologie, d'histoire et de science politique qui – bien qu'ils s'ignorent souvent du fait de la division du travail scientifique et de la défense de la juridiction professionnelle de chercheurs positionnés dans des milieux disciplinaires aux logiques partiellement contrastées – abordent tous à leurs manières les phénomènes de politisation.

Pour un rapprochement entre sociologie, histoire et science politique : penser ensemble la politique dans ses états « gazeux », « liquides » et « solides »²⁹

La sociologie, l'histoire et la science politique, dans leurs hétérogénéités respectives, ont développé des traditions et des questions de recherches propres autour de la politisation. Les débats scientifiques sont foisonnants au sein de chacune de ces disciplines, au gré des objets, des cadres d'analyse mobilisés par les chercheurs, voire peut-être de leurs orientations politiques bien qu'elles ne soient généralement pas explicitées. Toutefois, dans la période récente au moins, les manières de poser la question de la politisation en général et celle des classes populaires en particulier sont relativement convergentes dans les controverses observables au sein de chacune de ces disciplines. Sans prétention d'exhaustivité et au risque de réduire la richesse de travaux hétérogènes, on peut distinguer trois manières de poser le problème qui toutes s'inscrivent de fait, probablement sans le savoir, dans le programme de recherche précédemment esquissé à partir des différents états de matière du politique dans l'œuvre de Bourdieu. Les faire dialoguer, voire converger, au-delà des querelles disciplinaires et des chapelles théoriques, nous semble susceptible de générer des gains de connaissance pour qui veut analyser les formes de la politisation, en particulier celle des classes populaires.

Dispositions, sens politique et recours à l'ethnographie dans la sociologie des classes populaires

²⁵ Le caractère « relativiste » de certains textes de Bourdieu ici mobilisés tandis que d'autres, les plus souvent cités, peuvent être considérés comme « légitimistes » n'a rien d'étonnant. C. Grignon et J-C. Passeron expliquent : « l'oscillation entre les deux manières de décrire une culture populaire, s'observe dans la même œuvre, chez le même auteur » (Grignon, Passeron, 1989, p. 37).

²⁶ On sait que « les dispositions ne conduisent pas de manière systématique à une action déterminée : elles ne se révèlent et ne s'accomplissent que dans des circonstances appropriées et dans la relation avec une situation. Il peut donc arriver qu'elles restent toujours à l'état de virtualité, comme le courage du guerrier en l'absence de guerre. Chacune d'elles peut se manifester dans des pratiques différentes, voire opposées, selon la situation » : (Bourdieu, 1997, p. 178).

²⁷ Pour une opérationnalisation statistique de ce type de démarche dans les matières politiques (Peugny, 2015, 2016).

²⁸ Sur cette question des intermédiaires de la politisation des classes populaires (Barrault-Stella, Pudal, 2015).

²⁹ La métaphore est empruntée, par analogie, à (Lehingue, 1997).

Une première manière d'aborder les rapports au politique des classes populaires se situe dans les travaux de sociologie, relativement récents, qui proposent d'analyser, au-delà de la seule politique légitime, le style de vie et les pratiques culturelles de ces groupes de manière intensive, en recourant notamment à l'ethnographie. Prenant leurs distances avec la science politique, ces recherches s'inspirent fortement de débats suscités par *Le savant et le populaire* et des critiques de la posture légitimiste et de ses dérives misérabilistes, qui tacitement visaient certains travaux de Bourdieu et de ceux qui s'en sont saisis en science politique. Dans cet ouvrage, Claude Grignon explique combien se focaliser sur la politique légitime ou instituée, en se basant notamment sur les seuls discours des enquêtés en situation d'enquête standard, fait courir le risque de « manquer ce qui fait peut-être la spécificité de la relation que les classes populaires entretiennent avec la politique, à savoir un certain type, une certaine qualité d'indifférence, plus ou moins marquée selon les groupes et selon les moments ; spécificité sur laquelle les descriptions d'inspiration misérabiliste mettent d'emblée le doigt, mais qu'elles appréhendent et interprètent de manière purement négative, en terme de manque d'intérêt, de manque de compétence, bref de distance au rapport dominant à la politique » (Grignon, Passeron, 1989, p. 136-137). Les travaux considérés comme légitimistes, dont certaines recherches de D. Gaxie par exemple, sont de ce fait décrits comme adoptant une définition trop restrictive – et domino-centrée – du politique qui conduirait à porter exclusivement la focale sur les rapports au champ politique et à occulter d'autres formes de politisation. Tirer les conséquences d'une telle critique revient à adopter un regard « relativiste » sur les comportements politiques³⁰, c'est-à-dire « prendre le parti de relativiser l'idée de leur extériorité et de leur dépossession » (Collovald, Sawicki, 1991, p. 5) en se distanciant des protocoles d'enquêtes politologiques ou focalisés sur les seules déclarations de désintérêt affichées par les classes populaires au moment de répondre à des questionnaires ou dans des situations d'entretiens formels. L'argument est relativement clair : comme certaines formes de politisation de ces groupes sociaux échappent à la verbalisation (on a vu que l'idée était présente chez Bourdieu), en particulier face à un chercheur distant socialement et interrogeant à travers des modalités proches de l'examen scolaire, il faut recourir à des méthodes permettant d'observer dans l'entre-soi et dans des situations de la vie quotidienne les dispositions politiques et le sens pratique des classes populaires³¹. En la matière, la conséquence majeure que les sociologues ont tirée de ces débats, dans la lignée des travaux d'O. Schwartz (Schwartz, 1990, 1991) et de S. Beaud et M. Pialoux (Beaud, Pialoux, 1999, 2003), est la nécessité de recourir à l'ethnographie pour saisir la politisation des classes populaires. Ainsi, divers travaux de sociologie, recourant notamment aux méthodes ethnographiques ou au moins à l'observation directe, ont proposé de renverser la question contre des visions intellectualo-centrées : pourquoi les classes populaires s'intéresseraient-elles à la politique ? Ces recherches ont alors souligné combien la distance croissante des classes populaires vis-à-vis de la politique instituée s'accompagnait de formes, souvent sous-estimées et pas toujours reconnues comme légitimes, de mobilisation politique dans la période contemporaine³². Ces enquêtes insistent par exemple sur l'importance de la conflictualité dans le monde du travail en dépit du déclin de la syndicalisation (Bérout, Denis, Desage, Giraud, Péliasse, 2008 ; Lomba, 2013)³³, sur les mobilisations localisées

³⁰ Pour une traduction de ces débats dans l'analyse des pratiques politiques (Pudal, 2000).

³¹ Pour ces sociologues, la plupart des enquêtes de science politique mesurent une « compétence culturelle » à travers des modes de questionnement scolaires, qui peuvent conduire à sous-politiser les classes populaires.

³² Pour une excellente synthèse (Siblot, Cartier, Coutant, Masclat, Renahy, 2015, p. 257-298).

³³ Voir également le récent essai politique sociologiquement informé (Bérout, Bouffartigue, Eckert, Merklen, 2016).

autour du quartier et des sociabilités locales (Merklen, 2009 ; Mohammed, 2010), de loisirs (Mischi, 2008), ou même sur le recours à la violence et à l'émeute comme mode d'action politique (Mauger, 2006 ; Lagrange, Oberti, 2006). Divers travaux de sociologie, non focalisés sur l'étude des comportements politiques mais les étudiant « en passant » à partir de leur terrain, ont ainsi pointé des formes de résistance (Willis, 1978 ; Scott, 1985, 1990, 2009 ; Palheta), parfois collectives (Singerman, 1996 ; Avril, 2014), n'adoptant pas les modalités légitimes de la participation politique (Siblot, 2010). Quelques enquêtes, en outre, ont mis en évidence les discussions politiques et de forts intérêts portés à certains objets politiques dans des situations d'entre-soi (Eliasoph, 1998 ; Aldrin, 2003 ; Renahy, 2005 ; Barrault-Stella, 2008), qui seraient saisissables uniquement par le recours à l'observation ethnographique (Pudal, 2011, 2016). Parce qu'elles prennent le temps d'observer diverses situations de la vie sociale, ces enquêtes se donnent les moyens de saisir, autrement que par le discours dans un contexte unique (et souvent proche de l'exercice scolaire comme dans les cas de la passation de questionnaires ou d'entretiens uniques et formels), des dispositions à la politisation qui ne se donnent à voir ou ne s'activent que dans certaines situations. De ce point de vue, l'ethnographie semble constituer la méthode la plus adaptée pour saisir le sens pratique des classes populaires – mais pas uniquement – dans les matières politiques. Échappant aux biais du seul matériel empirique discursif, la méthode donne un accès privilégié à certaines dispositions politiques qui sont souvent en sommeil.

Bien que beaucoup de ces travaux expliquent se positionner contre les approches « légitimistes » de la politisation, et notamment contre les conclusions de P. Bourdieu alors considérées comme misérabilistes³⁴, ils contribuent bien au contraire à l'étude du sens politique qu'évoquait cet auteur dans ses travaux plus « relativistes » les moins cités. Ce faisant, au-delà des luttes de classements propres aux milieux scientifiques, les travaux de sociologie recourant à l'ethnographie pour saisir les formes « peu visibles », « oubliées » ou « informelles » de la politisation des classes populaires font progresser la connaissance des dispositions et du sens pratique politique de ces groupes sociaux³⁵ ; soit l'étude d'un premier état de matière du politique, un état « gazeux » si l'on veut filer jusqu'au bout la métaphore, qui ne se donne à observer qu'au prix d'un approfondissement des investigations empiriques³⁶. On peut toutefois reprocher à certains de ces travaux de peu analyser les pratiques politiques légitimes ou instituées (à l'image du vote par exemple) en relation avec les dispositions à la politisation ainsi observées, comme s'ils laissaient à la science politique, peut-être par souci de distinction, le soin d'y procéder³⁷. La question des relations entre ces dispositions et les pratiques politiques effectives apparaît toutefois pour le moment insuffisamment documentée

³⁴ Pour ne prendre que le texte du *Cens caché*, une telle critique apparaît excessive. D. Gaxie écrit par exemple que « les agents sociaux, même peu dotés en capital culturel, ne sont « pas une masse passive » » (p. 45). Dans le chapitre VI (p.184-199), il distingue aussi trois pratiques récurrentes dans les classes populaires les moins politisées : la « retraduction » et les « réinterprétations », « l'énonciation de stéréotypes et d'opinions conformes », ou encore des « perceptions et appréciation erratiques ».

³⁵ Pour quelques illustrations récentes à partir d'enquêtes ethnographiques auprès de jeunes des classes populaires, voir la quatrième partie de l'ouvrage coordonné par (Beaud, Mauger, 2017).

³⁶ Prendre au sérieux cet état « gazeux » du politique ne revient pas nécessairement à adopter une définition maximaliste (et intellectualiste) du politique, encore moins à dénier les inégalités qui structurent les rapports à la politique instituée.

³⁷ Plus généralement, il faudrait s'interroger sur la faible propension que les sociologues ont à reconnaître une spécificité (et un intérêt) aux objets « politiques », cette question se retrouvant dès la naissance de la sociologie en France lorsque les durkheimiens déniaient l'existence d'une « sociologie politique » (Mucchielli, 1998).

en sociologie³⁸, y compris par les travaux recourant à l'ethnographie³⁹. Dit autrement, on en sait encore trop peu sur les conditions de l'éventuelle conversion – ses conditions, ses modalités et ses effets – de formes de politisation « diffuse » et peu visibles en mobilisation politique instituée ou légitime. De ce point de vue, il n'y a aucune raison de penser que les techniques de l'enquête ethnographique largement mobilisées en sociologie – dont C. Grignon notait dès *Le savant et le populaire* les « biais » qu'« un usage trop exclusif » ne manquerait pas d'introduire (Grignon, Passeron, 1989, p. 54) – constituent la seule manière de procéder pour analyser le passage de ce premier état de matière (le sens politique évoqué par Bourdieu) à d'autres états du politique, plus explicites et qui passent par une certaine reconnaissance sociale. C'est alors du côté des historiens qu'il faut se tourner pour saisir avec davantage de précision les formes comme la teneur de tels processus de politisation.

Les voix du politique chez les historiens ou la politisation comme processus

Telle est en effet la principale manière dont la question de la (dé)politisation – comme processus – a été le plus largement posée par les historiens. Au-delà de la variété même des définitions du phénomène⁴⁰, quels que soient les périodes et les événements considérés, l'énigme de ces recherches hétérogènes renvoie le plus souvent à l'explication des conditions historiques de la (non) politisation de certains groupes – populaires mais pas uniquement – au sens de « développement d'un intérêt pour les activités politiques » (Déloye, 2007, p. 74). Depuis les années 1960, on ne compte plus les travaux de (socio-)historiens relatifs à la « politisation des campagnes » ou à l'histoire sociale du suffrage universel (Lacroix, 1985 ; Garrigou, 2002 ; Déloye, Ihl, 2008). On connaît par exemple les controverses autour du degré d'autonomie culturelle et de conscience politique des paysans face aux projets nationalistes des républicains sous la III^{ème} République. Eugen Weber évoque ainsi une politisation « par implication » ou « par le haut » des groupes paysans (Weber, 1976), alors que Maurice Agulhon, lui reprochant une posture en surplomb qui conduirait à sous-politiser la paysannerie, fait état d'une politisation « par le bas », « par imprégnation » (Agulhon, 1979)⁴¹. De même, féconds sont les débats historiographiques autour de la genèse de la norme électorale, entre par exemple un Melvin Edelstein qui situe dans l'expérience de la Révolution française les origines de la politisation des campagnes (Edelstein, 2014), tandis que d'autres auteurs comme Christine Guionnet (Guionnet, 1997) relativisent le phénomène en insistant sur la variabilité des appropriations et des sens donnés à la pratique électorale au XIX^{ème} siècle. Un des enjeux centraux de ces débats historiographiques renvoie à la datation des phénomènes de politisation, les définitions retenues affectant évidemment les périodisations esquissées et vice-versa. Mais dans tous les cas, au-delà de ces controverses, il s'agit pour ces historiens de comprendre comment la politique « est venue à » ou « est appropriée par » les classes populaires (alors majoritairement rurales). Quels que soient les choix théoriques, les sources et les objets des auteurs, c'est bien une interrogation relative aux *cheminements historiques de la politisation*,

³⁸ On trouve néanmoins quelques pistes dans des travaux relatifs à des territoires péri-urbains (Cartier, Coutant, Siblot, Masclat, 2008 ; Lambert, 2015, p. 239-266).

³⁹ Cela conduit (Mariot, 2010) à conclure qu'une ethnographie de la citoyenneté n'est probablement pas possible. Voir aussi la controverse avec (Neveu, 2013) dont un des fondements centraux est justement la définition du politique.

⁴⁰ Michel Offerlé évoque par exemple « des définitions plus ou moins compatibles et cumulatives entre-elles des politisations » (p. 156) et en recense pas moins de neuf dans sa synthèse (Offerlé, 2007).

⁴¹ M. Agulhon reproche notamment à E. Weber de sous-estimer le poids des sociabilités paysannes et l'importance des événements révolutionnaires de 1848 sur leur « prise de conscience » politique.

dans les groupes sociaux parmi les moins dotés en particulier, qui est au cœur de ces travaux. C'est aussi en ce sens que l'historien E. P. Thompson (Thompson, 1971) propose le concept d'« économie morale » pour penser l'action de foules « émeutières », non comme des réactions instinctives à la misère, mais comme des pratiques populaires disciplinées et susceptibles de revêtir un sens politique⁴².

Dès lors, un des intérêts de la manière dont les historiens ont tendance à aborder la question est de porter la focale sur les processus de politisation, de dépolitisation et de repolitisation (et évidemment leurs conditions de possibilité). À lire de grandes synthèses récentes d'historiens spécialistes du XIX^e siècle, les voix de la politisation apparaissent extrêmement complexes. Une mise en relation de diverses études de cas souligne par exemple le caractère pluricausal du phénomène, de manière variable selon les situations historiques (par exemple Deluermoz, 2012 ; Fureix, Jarrige, 2015). Dans leur chapitre sur la politisation, Emmanuel Fureix et François Jarrige écrivent : « Il est bien des définitions possibles de la politisation, que l'on peut ramener à trois principales. La première, associée aux travaux de Maurice Agulhon, consiste à voir dans la politisation l'intégration des communautés locales et des catégories populaires dans des débats politiques nationaux. Elle relève de la « transition démocratique », implicitement de la modernisation républicaine. La deuxième associe politisation et apprentissage pratique du politique, par le bas, notamment par la revendication de justice et de dignité et par toute une gamme de pratiques protestataires, informelles, sur lesquelles nous reviendrons. La troisième, plus restrictive et institutionnelle, voit dans la politisation l'acquisition par le citoyen de compétences lui permettant de se forger une opinion politique, par le vote et l'intégration des grands partages partisans et idéologiques – acquisitions largement imposées d'en haut par les élites politiques. Ces distinctions sont importantes, car elles conditionnent les débats opposant les historiens sur la chronologie, l'étendue et les mécanismes de la politisation au cours du XIX^e siècle » (Fureix, Jarrige, 2015, p. 233-234).

S'il existe des débats entre historiens sur les cheminements de la politisation, tous sont conduits à la penser comme une *transformation d'état*, par laquelle des dispositions sont « politisées », de manière finalement assez proche de la définition de la politisation que propose J. Lagroye. Pour ce dernier, il s'agit surtout d'un processus de « requalification des activités sociales les plus diverses, requalification qui résulte d'un accord pratique entre des agents sociaux enclins, pour de multiples raisons, à transgresser ou à remettre en cause la différenciation des espaces d'activités » (Lagroye, 2003, p. 361). On trouve *in fine* dans ces travaux d'historiens, comme dans la définition avancée par J. Lagroye, une seconde série de questionnements relative au passage d'un premier état du politique observable dans les classes populaires (des dispositions variées qui, on l'a dit, peuvent fort bien rester en sommeil) à un second état où certaines expériences sociales, parfois *a priori* non « politiques », sont politisées⁴³, c'est-à-dire requalifiées en question politique⁴⁴. Il s'agit en quelque sorte d'un état « liquide » du politique, processus intermédiaire entre son état « gazeux » observé par les sociologues et son état « solide » qui, on le verra, est au cœur des travaux de science politique. Ce regard d'historien, invitant au comparatisme dans le temps et dans l'espace, rappelle aussi que la définition aujourd'hui dominante des activités politiques est un produit historique, sujet à

⁴² Voir la discussion critique proposée par (Siméant, 2010).

⁴³ Ce n'est peut-être pas un hasard si c'est une socio-historienne de la politisation – C. Guionnet – qui contribue à formaliser un tel programme de recherche en science politique (Arnaud, Guionnet, 2005).

⁴⁴ On en trouve par exemple des illustrations dans (Mischi, 2016).

variation selon les contextes, au gré des rapports de forces entre les groupes sociaux, autre manière de souligner le caractère domino-centriste de la définition légitimiste du politique qui peut conduire à considérer un peu unilatéralement les classes populaires comme peu politisées. Toutefois, en complément, là où la science politique est d'un précieux secours tant la question est souvent occultée ou sous-estimée par sociologues et historiens, c'est lorsqu'il s'agit de comprendre le passage à un troisième état du politique ; plus précisément dès lors donc que l'on cherche à saisir les modalités par lesquelles des dispositions populaires parfois peu visibles (1^{er} état) – une fois politisées (2^{ème} état) ou pas d'ailleurs tant on se gardera d'interprétations systématiques voire développementalistes toujours douteuses, en posant l'hypothèse de possibles passages du premier au troisième état – façonnent les pratiques politiques prenant des formes légitimes ou instituées par le champ politique (3^{ème} état).

Les inégalités face au champ politique différencié en science politique

La science politique en général et la sociologie politique en particulier sont en effet riches d'enseignements sur ce point. La sélection (des acteurs mais aussi des enjeux) à l'entrée du champ politique, comme les inégalités sociales et culturelles des rapports à la politique légitime, ont été travaillées en France depuis les travaux séminaux de D. Gaxie mobilisant, dès les années 1970, certains outils des sociologies de Max Weber et de Pierre Bourdieu⁴⁵. C'est dans cette littérature que l'on trouve les principaux résultats concernant les comportements des classes populaires face aux activités politiquement différenciées, soit le troisième état de matière au cœur des travaux de Bourdieu.

Dans ces travaux de science politique, il faut tout d'abord souligner que la définition légitime ou instituée du politique retenue, parfois nommée « restrictive » ou « minimaliste » par ses détracteurs, n'a rien de politologique. Elle est empruntée à Max Weber : analysant les processus historiques de rationalisation des modes de domination, ce dernier est amené, on le sait, à produire une des premières théories sociologiques de l'État. C'est à cette occasion qu'il est conduit, en particulier dans *Économie et société*, à distinguer le politique de l'économique, ou encore les groupements politiques de ceux hiérocratiques (Weber, 2008, p. 97-100). La politique est, dans cette perspective parfois considérée comme élitiste et peu attentive aux résistances au pouvoir (Sintomer, 2013), définie comme la lutte pour le pouvoir sur l'État en tant qu'entreprise de domination à caractère institutionnel. La définition webérienne a le mérite de clarifier le flou régnant autour du terme, en s'appuyant sur ce qui est nommé officiellement et de manière socialement dominante (à son époque mais encore aujourd'hui) la « politique »⁴⁶, dans un état « solide » donc. On sait toutefois que Weber

⁴⁵ Sur le tournant sociologique de la science politique initié en France à cette période, voir (Offerlé, 2012) qui aborde notamment la position pionnière de D. Gaxie et le rôle « déterminant dans la socialisation de cette génération » joué par *Le cens caché* (p. 67). La postérité de cet ouvrage est aussi attestée par ses multiples usages par des chercheurs de générations plus récentes, situés dans des domaines variées de la sociologie politique, à l'image de la sociologie du vote (par exemple récemment Do Rosario, Muendane, 2016 dans leurs travaux sur le Mozambique) ou de celle des groupes d'intérêts (outre le chapitre de Guillaume Courty et Julie Gervais dans cet ouvrage, voir aussi Laurens, 2015, p. 409-410). Concernant l'Amérique latine, voir le chapitre d'Alfredo Joignant et de Federico Llorenç Valcarce dans cet ouvrage.

⁴⁶ Weber (2004) note aussi que d'autres activités sociales peuvent être politisées : sans exploiter cette piste, il concède à cette occasion que d'autres définitions de la politique peuvent avoir leur pertinence analytique, se rapprochant alors des conceptions que les historiens mobiliseront par la suite quant aux processus de politisation. Pour le sociologue allemand, l'étude de ces formes de politisation ne peut toutefois se faire qu'au cas par cas et ce programme de recherche est pour lui infini, il préfère donc se focaliser sur ce qui constitue le cœur de l'activité politique, soit la politique institutionnelle.

néglige tacitement le monopole étatique de la violence symbolique (en se focalisant sur la violence physique) comme le lui reproche Bourdieu (Bourdieu, 2012). Aussi, Weber et les auteurs qui s'inscrivent dans son sillage ne se rendent peut-être pas toujours compte qu'ils font usage de la définition dominante et officielle de la politique, ratifiant en quelque sorte la pensée d'État. Si l'usage d'une telle définition « légitime » et domino-centrée de la politique présente des limites soulignées par C. Grignon et J. C. Passeron (en particulier un risque de surestimation des compétences des classes supérieures⁴⁷ et de sous-estimation de celles des classes populaires), la démarche n'est cependant pas dénuée d'intérêt. D'un point de vue épistémologique, une telle définition préalable, prenant au sérieux les règles de la méthode durkheimienne, évite tout d'abord les nombreux flottements définitionnels observables en sciences sociales quant au sens donné à la « politique » ou à la « politisation »⁴⁸. Surtout, en prenant le risque du légitimisme comme le font par exemple tacitement P. Bourdieu dans *La Distinction* ou encore D. Gaxie (1978)⁴⁹, on se donne les moyens de mettre en exergue les multiples formes d'inégalités entre les groupes sociaux face aux activités politiques. Ce parti pris analytique permet donc de ne pas occulter les phénomènes de domination si structurants dans les matières politiques⁵⁰. Cette démarche relationnelle rejoint d'ailleurs certaines analyses, postérieures au *Savant et le populaire*, de J.-C. Passeron : « ce serait sans doute, pour le sociologue, contribuer à gommer les rapports de domination que de s'en tenir, dans la description d'une culture dominée à ce qu'elle se signifie à elle-même dans son autonomie proclamée, puisque c'est suggérer une autosuffisance symbolique de la culture dominée, qui acquitte les dominants de tout privilège dans leur domination » (Passeron, 2006, p. 397). Ainsi, nous ne pouvons que rappeler, qu'il s'agisse d'inégalités cognitives, de sentiments de légitimité variables ou encore de propensions contrastées à participer politiquement (vote, mouvements sociaux, manifestation, engagement dans des dispositifs participatifs, réponses à des sondages, etc.), combien les logiques sociales et culturelles du *Cens caché* apparaissent comme une régularité structurelle en France dans la période contemporaine⁵¹. Des travaux menés dans d'autres contextes nationaux, en particulier aux États-Unis, confirment d'ailleurs l'existence d'inégalités relativement similaires face à la politique instituée⁵².

Au-delà des controverses propres à la science politique – qui sont parfois importantes tant cette discipline est plurielle⁵³ – tous les travaux empiriquement étayés depuis une trentaine d'années soulignent la faible politisation tendancielle des classes populaires dès lors que l'on fait usage d'une

⁴⁷ Voir (Agrikoliansky, 2014 ; Geay, 2015).

⁴⁸ Pour une illustration récente (Carrel, Neveu, 2014). Une des difficultés de ce type d'approche est de définir ce qu'est (ou non) la politique, au risque d'indifférencier toutes formes de pratiques et de substituer à la définition socialement dominante de la politique une définition propre au point de vue de l'analyste, donc arbitraire et normative.

⁴⁹ Le *Cens caché* constitue pour partie une traduction du modèle de (Bourdieu, Dardel, 1966) dans les matières politiques.

⁵⁰ Dans le même sens (Buton, Mariot, Lehingue, Rozier, 2016, p. 11-20). Voir aussi le chapitre de Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki dans cet ouvrage.

⁵¹ On voit bien les contrastes – qui ne sont pas nécessairement des oppositions – entre ces questionnements de science politique plutôt « présentistes » qui tentent de saisir un *état* des relations entre les groupes sociaux et les activités politiques à une période donnée, et les interrogations des historiens quant aux *processus* de politisation. On trouve toutefois dans certains travaux de D. Gaxie une attention particulière portée aux processus de (dé)politisation (Gaxie, 2001a ; 2016).

⁵² Outre les recherches classiques (Berelson, Gaudet, Lazarsfeld, 1944 ; Berelson, Lazarsfeld, Mc Phee, 1954 ; Katz, Lazarsfeld, 1955 ; Campbell, Converse, Miller, Stokes, 1960 ; Converse, 1964), voir (Gaxie, 1982). Plus récemment aux États-Unis : (Delli Carpini, Keeter, 1996 ; Zuckerman, 2005). Pour des synthèses critiques : (Blondiaux, 1996, Gaxie, 2007 ; Braconnier, 2010 ; Lehingue, 2011).

⁵³ Sur ces questions (Gaxie, 2004).

telle définition du politique (voir par exemple la synthèse proposée par Mayer, 2010). On ne compte par exemple plus les enquêtes quantitatives soulignant en creux, parfois à partir d'indicateurs frustes⁵⁴, les inégalités de participation politique selon le diplôme ou la catégorie socioprofessionnelle⁵⁵. Des travaux de science politique recourant à une approche sociologique, voire ethnographique, soulignent aussi la persistance du *Cens caché* en matière d'intérêts, de compétences (Favre, Offerlé, 2002) et de pratiques politiques, à commencer par le vote (Braconnier, Dormagen, 2007 ; Rivière, 2008 ; Gouard, 2014). Les comportements politiques institués sont étroitement liés à leurs ancrages sociaux qui ne se réduisent ni à la seule position sociale, ni au seul capital culturel, mais à des combinaisons de facteurs sociologiques hétérogènes, comme les sociabilités (voire entre autres Eliasoph, Lichterman, 2003), le rapport subjectif à ses propres positions ou encore les petites différences internes à un même groupe (SPEL, 2016). Diverses recherches relatives à l'engagement et au militantisme⁵⁶ confirment aussi combien les ressources militantes peuvent constituer une ressource de substitution favorisant la politisation⁵⁷, en particulier dans les milieux les moins dotés mais pas uniquement⁵⁸. Ces résultats quant aux inégalités sociales et culturelles des rapports à la politique instituée sont plus que robustes, bien que parfois oubliés ou occultés au motif qu'ils seraient bien connus.

Mais ces résultats de sociologie politique, désormais classiques, n'épuisent pas les questionnements quant aux rapports à la politique des classes populaires. On trouve par exemple dans des travaux plus récents de D. Gaxie, plus qualitatifs, des prolongements. Celui-ci analyse les ambivalences des rapports au vote (Gaxie, 1993), la différenciation des définitions tacites du politique selon les milieux sociaux (les classes populaires usant de définitions parmi les plus étroites, Gaxie, 2001b) ou encore des formes de politisation, plus ou moins obliques selon la formule d'Hoggart (1970, p. 296), n'empruntant aucunement les catégories politiques instituées mais passant par la mobilisation d'expériences sociales du quotidien (Gaxie, 2002 ; Joignant, 2004)⁵⁹. De même, de nombreux travaux de science politique ont souligné les transformations des rapports à la politique des classes populaires – en France (par exemple Pierru, 2005) mais pas uniquement (entre autres Bennani-Chraïbi, Fillieule, 2003 ; Berjaud, 2016 ; Talpin, 2016 ; Vannetzel, 2016) – depuis une trentaine d'années, en lien avec les mutations de ces groupes eux-mêmes (modes de vie, conditions de travail, allongement des scolarisations, etc.) ainsi que les reconfigurations des offres politiques et militantes⁶⁰. Sans pouvoir citer l'ensemble de cette foisonnante littérature, la science politique a largement documenté la hausse générale de l'abstention dans les classes populaires (en partie liée au déclin de l'encadrement politique et syndical dans les quartiers populaires et dans le monde du

⁵⁴ Nombre de problèmes méthodologiques dans ce type d'enquête sont pourtant bien connus en sciences sociales (Gaxie, 1990 ; Lehingue, 2007).

⁵⁵ L'enquête Participation de l'INSEE en 2002 souligne par exemple une moindre propension au vote des classes populaires avec 62% de participation en moyenne chez les non-diplômés contre 80% chez les titulaires d'un 2ème ou 3ème cycle universitaire.

⁵⁶ Pour des synthèses (Fillieule, Agrikoliansky, Sommier, 2010 ; Neveu, 2011).

⁵⁷ Rappelons que l'idée est centrale dans le modèle élaboré par D. Gaxie dès 1978. Voir aussi (Matonti, Poupeau, 2004).

⁵⁸ Voir par exemple (Pagis, 2014) quant aux trajectoires et aux formes de socialisation par l'événement expérimentées par des familles de participants à Mai 1968.

⁵⁹ Ce résultat apparaît particulièrement congruent avec ceux mis en avant par des travaux de sociologie des classes populaires recourant à l'ethnographie, ou encore avec certaines conclusions de (Gamson, 1992) et Huckfelt, Sprague, 1995).

⁶⁰ Rappelons que l'importance de l'offre politique sur la politisation des groupes sociaux est soulignée dès (Gaxie, Lehingue, 1984).

travail), l'éclatement des votes populaires (Michelat, Simon, 2004) avec en particulier une prise de distance vis-à-vis de la gauche (Masclat, 2003) (du fait de la perte de centralité du Parti Communiste – Pudal, 2009 ; Mischi 2014 – et des mutations du PS quant à son recrutement et à son discours – Lefebvre, Sawicki, 2006), ou encore l'émergence du vote Front national (FN) au sein duquel, au-delà des usages disqualifiant du « populisme du FN » (Collovald, 2004), les ouvriers et employés sont surreprésentés (au sens statistique), la base électorale du FN très mouvante jusqu'aux années 2000 (Lehingue, 2003 ; Gaxie, 2006) tendant aujourd'hui à se stabiliser (Crépon, Dezè, Mayer, 2015). Dans certaines de ces recherches, en particulier parmi celles recourant à des protocoles d'enquête qualitatifs, l'adoption d'une définition d'inspiration « légitimiste » du politique n'empêche pas toujours de penser des modes de politisation populaire prenant des formes non instituées⁶¹, et ne conduit pas nécessairement à considérer ces milieux peu dotés comme uniquement désinvestis ou passifs⁶², ce qui atteste du caractère désormais daté du procès en légitimisme lancé il y a près de trente-cinq ans par C. Grignon et J.C. Passeron⁶³.

Outre le renouvellement des questionnements, on voit donc que la science politique et en particulier la sociologie politique portent un intérêt central aux logiques de la distance tendancielle que les classes populaires entretiennent avec la politique légitime ou instituée, c'est-à-dire prise dans son acception socialement dominante ou dans son état « solide » pour suivre notre métaphore. Au-delà des controverses autour des facteurs (sociaux et/ou politiques, structurels et/ou conjoncturels, etc.) explicatifs de ces rapports populaires au politique, ces travaux posent centralement la question des inégalités entre les groupes sociaux face au pouvoir. S'ils dialoguent encore trop peu avec les recherches de sociologues ou d'historiens abordant les processus de politisation, il y aurait beaucoup à gagner à *penser ensemble* les dispositions et le sens politique populaires (1er état) susceptibles d'être politisés (2ème état) puis, éventuellement, de pénétrer dans le champ politique différencié par la médiation de mobilisations empruntant des formes instituées (3ème état). Ce serait là se saisir pleinement du programme de recherche suggéré par une lecture transversale de l'œuvre de Bourdieu. Surtout, il s'agirait de s'interroger conjointement sur les diverses médiations (en particulier le travail d'intermédiaires) qui permettent (ou non) la conversion de formes de politisation « gazeuses » à des formes « liquides » et/ou « solides ». Davantage que des oppositions inconciliables entre sociologues, historiens et politistes, il y a des manières contrastées de procéder qui renvoient à des options théoriques et empiriques différentes, en lien avec l'histoire de chacune de ces disciplines. Sans considérer que tous ces travaux – d'ailleurs ici pour partie réifiés pour les besoins d'une démonstration concise – se valent, on espère avoir suggéré leur potentielle complémentarité⁶⁴ pour une analyse scientifique des formes de politisation (populaire mais pas uniquement) et de leur éventuelle convertibilité.

⁶¹ Voir par exemple certaines études sur les pratiques clientélares (Briquet, 1997 ; Combes, Vommaro,) ou encore la mobilisation populaire à succès étudiée par (Cossart, Talpin, 2015). Contre une tendance au cloisonnement disciplinaire et à l'ignorance mutuelle entre sociologues et politistes, on peut aussi mentionner une piste de recherche permettant d'analyser ensemble les rapports au politique dans ses différents états, celle des rapports aux institutions, à l'État et à l'action publique (Siblot, 2006 ; Barrault-Stella, 2013 ; Spire, 2016).

⁶² Voir par exemple (Hamidi, 2010 ; Ait Aoudia, Contamin, Bennani Chraïbi, 2011 ; Braconnier, Mayer, 2014 ; Barrault-Stella, Berjaud, 2015 ; Fillieule, Haegel, Hamidi, Tiberj, 2016).

⁶³ *Le savant et le populaire* publié en 1989 est le fruit d'un séminaire de trois séances organisées en février 1982 à l'EHESS.

⁶⁴ La plupart des travaux mentionnés semblent en effet compatibles et leur dialogue permettrait peut-être de donner plus de forces aux résultats des sciences sociales dans les débats publics où dominant les analyses simplistes, oscillant elles-aussi entre populisme et misérabilisme à l'égard des classes populaires.

Des pistes pour une sociologie des votes Front National en milieux populaires

Ces trois états de matières du politique sont à visée empirique (en atteste la richesse des matériaux des études précitées) et destinés à fournir des hypothèses de recherche et des programmes d'observation pour des enquêtes ultérieures. Par exemple, une des énigmes qui, dans la conjoncture historique contemporaine, se pose – dans les sciences sociales comme dans les débats politiques – quant à la politisation des classes populaires renvoie à certaines de leurs orientations vers le Front national. Loin d'une représentation idyllique d'un peuple fier et conscient de ses intérêts, nécessairement « à gauche » et « progressiste », le phénomène est pour le moins désenchanté pour nombre d'intellectuels. Ce qui ne doit pas conduire à le nier. En France comme ailleurs⁶⁵, le soutien électoral apporté à un parti comme le Front National est généralement associé à l'apathie politique des classes populaires, voire à l'expression « contestataire » d'un sentiment « rageur » propre à ces milieux. Pour nombre de commentateurs, on le sait, la dénonciation d'un peuple « idiot » ou à « personnalité autoritaire » tenté par les sirènes de leaders dits « populistes », constitue la principale explication du phénomène. Annie Collovald a souligné avec force tout le mépris de classes qui sous-tend ce type d'analyses (Collovald, 2004), ce qui n'exclut pas, comme elle l'y invite, que l'on s'interroge sur les votes populaires en faveur du FN.

Quelques rappels quant aux votes FN dans les classes populaires contemporaines

Qu'elles soient qualitatives ou quantitatives, les enquêtes robustes sur ces questions manquent encore⁶⁶. Néanmoins, on sait aujourd'hui qu'en dépit de l'importance numérique croissante des votes pour le FN, y compris en milieux populaires, les mesures sondagières du phénomène sont pour une part artefactuelles (Lehingue, 2007, p. 119-124)⁶⁷. On sait aussi que cette croissance morphologique récente (3,5 millions d'électeurs aux législatives de 2012, 5 millions aux départementales de 2015, 6,8 millions au second tour des régionales 2015) n'est pas réductible aux comportements des classes populaires tant « l'électorat FN » est interclassiste. On sait en outre combien l'ampleur des votes populaires pour le FN ne saurait être exagérée comme le rappelle P. Lehingue. Si l'on prend en considération la non inscription (12% chez les employés, 14% chez les ouvriers selon l'INSEE) et l'abstention (également croissante dans les catégories populaires, bien que variablement selon le type de scrutin⁶⁸) au lieu de se focaliser uniquement sur les votants comme le font nombre d'enquêtes, l'ampleur du vote FN dans ces milieux n'est pas si élevée : « contrairement à une thèse désormais bien ancrée, le FN n'est donc pas le choix majoritaire des ouvriers et seule une petite minorité d'entre eux (moins de un sur sept) a pu céder sur les derniers scrutins à la tentation frontiste, soit en réintégrant dans l'analyse les non-inscrits et les abstentionnistes, une propension finalement moindre que celle des indépendants » (Lehingue, 2017, p. 37). Jusqu'en 2012, parmi les ouvriers votants, le choix du FN (31 % à cette date) demeure inférieur au soutien des candidats de la gauche (40 %) (Gougou, 2015). Néanmoins, depuis 2012, le FN semble être l'organisation qui obtient le plus de voix parmi les ouvriers votants. L'analyse

⁶⁵ On pense par exemple aux divers commentaires suite à l'élection de D. Trump aux États-Unis fin 2016. Pour des interprétations moins ethnocentriques et fondées sur une enquête ethnographique dans les milieux populaires (Hochschild, 2016).

⁶⁶ Pour un bilan des recherches sur ces questions, voir le récent ouvrage, réunissant surtout des chercheurs ayant croisé des électeurs du FN au cours d'enquêtes sur d'autres objets, coordonné par (Mauger, Pelletier, 2017).

⁶⁷ Voir également la contribution de Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen dans cet ouvrage.

⁶⁸ Soit environ 20% des inscrits aux présidentielles de 2012, près de 50% aux scrutins de 2015.

statistique diachronique confirme aussi, contre la fameuse thèse du « gauchisme », que les ouvriers soutenant le FN se recrutent principalement dans les milieux ouvriers orientés à droite de longue date (Gougou, 2012, p. 239-250).

Pour comprendre ces votes frontistes en milieux populaires, un des résultats récurrents des enquêtes qualitatives est, au-delà de la variabilité des configurations locales, un fort sentiment de dégradation de leur situation (qui ne renvoie pas nécessairement à une dégradation objective), particulièrement exacerbé par les diverses formes de concurrence (sur le marché du travail, à l'école, sur la scène résidentielle, dans les institutions locales, etc.) qu'expérimentent les groupes sociaux intermédiaires et, surtout, les classes populaires dans leurs différentes fractions⁶⁹. Ce sentiment de dégradation, variable selon les milieux considérés et leur degré de stabilité sociale, induit un rapport inquiet à l'avenir et conduit certaines fractions des classes populaires à se distinguer d'autres fractions moins stables, des « assistés » très souvent assimilés aux « immigrés »⁷⁰. On comprend alors que l'analyse des votes populaires en faveur du FN ne peut faire l'économie, non seulement d'une étude des rapports sociaux de classes, mais surtout des relations entre les différentes fractions des milieux populaires. Le schéma de la « conscience triangulaire » évoqué par O. Schwartz apparaît ici particulièrement fécond, et on a vu qu'il était déjà présent dans les travaux de Bourdieu qui, justement, tente de penser le sens pratique politique des classes populaires (soit le premier état de matière).

Articuler dispositions, intermédiaires de la politisation et inégalités face au champ politique : l'exemple d'un jeune des classes populaires tenté par le FN en 2012

Pour comprendre et expliquer le phénomène, la recherche doit tenir ensemble, nous semble-t-il, l'analyse des trois états de matière du politique ; soit les *dispositions* populaires à la politisation (largement ancrées dans la perception de sa situation et de sa stabilité sociale, ainsi que les rapports à l'avenir qui y sont associés) ; les modalités, éminemment contextuelles et souvent liées à l'activité d'intermédiaires (par exemple, historiquement, de militants, de prêtres ou d'enseignants⁷¹), par lesquelles ces dispositions font l'objet d'une transformation d'état par requalification que l'on peut nommer *processus* de politisation ; et les *pratiques* explicitement considérées comme politiques de par leurs formes légitimes ou instituées, à l'image du vote.

Pour en fournir un exemple, on peut évoquer le cas d'un jeune des classes populaires scolarisé en Bac Pro ébénisterie, dans un lycée professionnel de banlieue parisienne, suivi pendant une année en 2011-2012, grâce à quatre entretiens et diverses observations⁷². D'origine franco-polonaise, Dimitri vit dans une cité HLM d'une ville communiste de banlieue parisienne avec sa mère (assistante maternelle contractuelle de la municipalité) et son nouveau compagnon (d'origine tunisienne, sans-papier, sans emploi). Il ne voit qu'occasionnellement son père, ancien employé devenu boucher et aujourd'hui retraité, qui habite dans le périurbain en province où il vient d'accéder à la propriété. La petite ascension professionnelle de son père et son accession à la propriété, tout comme la relative stabilité du statut de sa mère, situe cet enquêté dans les fractions

⁶⁹ Voir par exemple (Bruneau, 2002 ; Beaud, Pialoux, 2006 ; Pierru, Vignon, 2008 ; Girard, 2013 ; Marchand, 2015 ; Barrault-Stella, Berjaud, 2017).

⁷⁰ On en trouve de multiples illustrations dans (Marchand, 2017).

⁷¹ Voir notamment (Pudal, 1988). Sur le déclin relatif de la figure de l'enseignant dans l'encadrement contemporain des classes populaires en milieu rural et leur isolement croissant (Barrault-Stella, 2014).

⁷² On trouvera une présentation de l'enquête dans (Barrault-Stella, Berjaud, 2016). Nous remercions Clémentine Berjaud de nous avoir autorisés à mobiliser ici ce matériel produit ensemble.

économiquement stables des classes populaires. Dimitri est très distant des milieux politiques, dispose de faibles connaissances en la matière, en parle très rarement et a été inscrit automatiquement sur les listes électorales. Son père se revendique ouvertement raciste et est un électeur régulier du Front national ; tandis que sa mère, bien que faiblement intéressée par la politique, vote généralement PS. Au cours de l'enquête, Dimitri affiche une intention régulière (avant et après les élections) de soutenir le FN mais adopte, en moins de deux mois lors des quatre scrutins de 2012, quatre comportements électoraux contrastés : il vote pour Mélenchon au premier tour des présidentielles, pour Sarkozy au second, s'abstient au premier tour des législatives, avant de voter PS au second. Ses pratiques électorales en 2012 ne sont explicables que par une mise en relation de ses dispositions, des formes de politisation auquel il est exposé en situation, et de son rapport à l'offre politique ; soit une combinaison des trois états de matière du politique. L'énigme revient alors à expliquer les diverses combinaisons qui s'actualisent variablement, au gré des relations avec divers intermédiaires (des militants, sa mère, etc.), selon les scrutins.

De par ses conditions d'existence (plutôt favorisées au sein des milieux populaires au regard de la stabilité de sa situation) et certains de ses rapports sociaux du quotidien (très conflictuels avec d'autres élèves « issus de l'immigration » au lycée), Dimitri rejette fortement les populations d'origines étrangères, dont il se distingue incessamment, qu'il considère comme responsables de l'insécurité et de la « mauvaise image » des quartiers populaires comme le sien. La régularité de ses propos « anti-immigrés » et « anti-musulmans » suggère chez lui l'existence de *dispositions* l'inclinant vers le FN, probablement entretenues par les échanges avec son père comme par ses expériences conflictuelles avec d'autres jeunes des fractions racialisées et moins stables des classes populaires. Mais ces dispositions ne sont toutefois pas les seules susceptibles d'être politisées. Dimitri raconte en effet ses échanges avec sa mère qui lui aurait transmis une « fibre sociale », pour « aider les autres » à l'image de son nouveau conjoint, ou encore ses dénonciations du manque de moyen de l'école publique (discours valorisé par la municipalité communiste pour laquelle elle travaille), faisant preuve à plusieurs reprises de prises de positions plus favorables à « la gauche », bien qu'il ignore jusqu'au sens de cette formule. Cependant, ce premier état de matière du politique (d'autant plus lorsque les dispositions des enquêtés, comme Dimitri, sont potentiellement contradictoires) ne suffit aucunement à expliquer ni ses votes en 2012, ni son soutien continuellement affiché au FN.

Encore faut-il contextualiser ses pratiques électorales pour comprendre les diverses médiations qui, en situation, activent ou mettent en sommeil certaines de ses dispositions⁷³ ; soit, second état de matière, les *processus de politisation* eux-mêmes qui d'ailleurs varient au cours des quatre scrutins. Le premier tour des présidentielles de 2012 a lieu pendant les vacances scolaires, période pendant laquelle Dimitri travaille en intérim et distribue des publicités (de couleur rouge) pour un opérateur téléphonique dans un quartier parisien où il vient pour la première fois. Par cette contingence professionnelle liée à ses contraintes économiques, il est amené à côtoyer pendant plusieurs jours juste avant le scrutin des militants du Front de gauche qui, eux aussi, distribuent des tracts rouges à la sortie du métro et avec lesquels il se lie. Juste après les élections, Dimitri raconte ses discussions avec ces militants, notamment lors des déjeuners en commun, qui lui auraient fait comprendre l'intérêt du candidat Mélenchon (qu'il ne connaissait pas auparavant). Il semble en particulier avoir été sensible à certaines propositions – portées par ces militants qui traduisent le programme politique du candidat en situations concrètes pour Dimitri – dans les matières sociales et pour

⁷³ Outre les travaux de P. Bourdieu, sur ces questions (Lahire, 1998).

l'insertion professionnelle des jeunes (il envisage alors d'entrer sur le marché du travail en septembre 2012). Le processus de politisation – deuxième état de matière – passe ici par une identification (au sens où il accepte de se reconnaître dans leurs discours) aux militants qu'il rencontre fortuitement dans un quartier que Dimitri ne fréquente habituellement pas. Ce sont certaines de ses dispositions, plutôt celles en lien avec sa socialisation maternelle, qui sont ainsi actualisées par ces interactions répétées juste avant le premier tour des présidentielles. Ses dispositions plus favorables au FN semblent dans le même temps mises en sommeil, du fait de sa non fréquentation du lycée et de l'absence de contacts avec son père à cette période. Lors du second tour des présidentielles quinze jours plus tard, repassé à une existence plus routinière où la politique est absente dans ses formes instituées, il opte pour un vote Sarkozy, qu'il croit « proche » de Mélenchon, soulignant toute sa distance au champ politique légitime et à la campagne électorale ; soit le troisième état de matière.

À l'occasion des législatives, Dimitri s'abstient lors du premier scrutin : il oublie complètement l'échéance au bénéfice d'une partie de foot avec quelques copains. L'absence de médiations au champ politique (que ce soit par des médias politiques qu'il n'utilise pas, l'exposition au travail militant comme lors du premier tour, ou encore par toute autre forme d'encadrement politique qui fait défaut dans sa vie quotidienne) le conduit en l'espèce à l'abstention, laissant ses dispositions en sommeil sous le rapport de la pratique électorale. Par contraste, lors du second tour, sa mère, lui reprochant son abstention le dimanche précédent, le pousse à se rendre aux urnes⁷⁴. Alors qu'il se désintéresse complètement des législatives, son choix se porte sur le candidat du PS car, en situation et du fait des échanges avec sa mère, il estime qu'« il faut voter pour le président pour qu'il ait un vrai pouvoir » (la thèse bien connue du « vote utile »). Ce dernier vote, produit par le rappel à l'ordre de sa mère et conforme à son soutien au PS, se fait en grande pour des raisons affectives, mais aussi – on ne saurait le négliger – sous contraintes d'offre électorale : le FN est absent dans sa circonscription pour ce scrutin, alors que Dimitri se déclare toujours favorable à « Marine ». S'intéresser aux rapports sociaux des classes populaires (notamment entre leurs différentes fractions, aujourd'hui inégalement racialisées), ainsi qu'aux voies concrètes de leur (non) politisation (par exemple le contact avec des militants, les injonctions familiales ou encore la réception d'informations médiatiques⁷⁵) ne doit donc en aucun cas conduire à occulter le troisième état du politique, notamment toute l'importance des inégalités face à l'offre politique ou, mieux, à l'offre de représentation. On peut alors se demander comment cette offre, celle du FN comme celle d'autres prétendants, fait (ou non) sens pour les classes populaires contemporaines, dans un contexte de clôture sociale croissante du champ politique⁷⁶. L'explication des comportements électoraux de Dimitri, pour le moins contrastés en 2012, a donc tout à voir avec la variabilité des modalités de (non) conversion entre les différents états du politique, variabilité largement liée à la diversité des combinaisons observables en situation dès lors que l'on porte la focale sur les intermédiaires⁷⁷ ou les « autrui significatifs » (Mead, 1963) qui assurent la médiation entre certaines dispositions et les prises de position politiques objectivables par des pratiques comme le vote⁷⁸.

⁷⁴ Sur ces processus de mobilisation (Rosentone, Hansen, 1993).

⁷⁵ Il s'agit là d'un programme de recherche encore insuffisamment documenté, qui pourrait peut-être permettre de revisiter la thèse classique des « effets limités » des médias. Voir néanmoins (Le Grignou, 2003 ; Goulet, 2010 ; Balland, Berjaud, Vera Zambrano, 2015).

⁷⁶ Voir la contribution de Patrick Lehingue dans cet ouvrage et (Bolaert, Michon, Ollion, 2017).

⁷⁷ Sur ces questions (Barrault-Stella, Pudal, 2015).

⁷⁸ On comprend donc que, dans le cas d'individus très distants au champ politique au moins, les activités de prédiction électorale (à l'image des sondages relatifs aux intentions de vote) sont caractérisées par un très fort aléa

Au final, l'exemple de ce jeune tenté par le FN en 2012 fournit une illustration de la fécondité potentielle du programme de recherche suggéré qui tente de tenir ensemble, indépendamment des ancrages disciplinaires, les *dispositions* à la politisation, les *processus* de politisation (avec leurs intermédiaires) et les *rapports largement inégaux au champ politique*, c'est-à-dire de prendre en compte dans l'analyse les trois états de matière du politique et les conditions de leur convertibilité. À ce stade, la mise en relation théorique et les pistes esquissées constituent seulement, à l'exemple de ce que suggérait D. Gaxie dans le *Cens caché*, une proposition de « modèle explicatif dont nous souhaiterions qu'il stimule d'autres recherches en posant de nouvelles questions à la réalité » (Gaxie, 1978, p. 35). Reste à opérationnaliser empiriquement ces propositions dans un programme de recherche de plus grande ampleur⁷⁹. Sa réalisation pourrait constituer une manière parmi d'autres de contribuer à la reconstruction des relations entre intellectuels et classes populaires, voire de favoriser leur mobilisation politique, autre manière peut-être de ré-enchanter la politique, mais aussi, si besoin en était, le métier d'intellectuel.

- AGRİKOLIANSKY Éric, 2013, *Du côté des classes supérieures : politisation et engagements des classes supérieures dans la France contemporaine*, Mémoire pour l'Habilitation à Diriger des Recherches en Science Politique, Université Paris Dauphine.

- AGRİKOLIANSKY Éric, 2014, « La politisation *ordinaire* d'une population *extraordinaire* », *Politix*, n°106, p. 135-157.

- AGULHON Maurice, 1979, *La République au village*, Paris, Seuil, 1979.

- ALDRIN Philippe, 2003, « S'accommoder du politique. Économie et pratiques de l'information politique », *Politix*, n°64, p. 177-203.

- ARNAUD Lionel, GUIONNET Christine (dir.), 2005, *Les frontières du politique. Enquête sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, PUR.

- AIT AOUDIA Myriam, CONTAMIN Jean Gabriel, BENNANI CHRAIBI Mounia, 2011, « Indicateurs et vecteurs de la politisation des individus », *Critique internationale*, n°50, p. 9-20.

- AVRIL Christelle, 2014, *Les aides à domicile. Un autre monde populaire*, Paris, La Dispute.

- BALLAND Ludivine, BERJAUD Clémentine, VERA ZAMBRANO Sandra, (dir.), 2015, « Les ancrages sociaux de la réception », *Politiques de communication*, n° 4.

- BARRAULT-STELLA Lorenzo, 2008, « Une interpellation profane du politique. La lettre de jeunes de milieux populaires au Président de la République pendant les émeutes de 2005 », *Réseaux*, vol. 26, n°51, p. 37-62.

qui les rend vaines scientifiquement. À l'encontre d'interprétations intellectualistes soucieuses de ré-enchanter la politique, on peut rappeler que cela ne constitue sans doute pas un « problème » pour ces électeurs pour qui le vote compte peu et n'engage à rien ou presque.

⁷⁹ Du fait de contraintes formelles, il n'est pas possible de préciser ici un (ou plusieurs) programme(s) de recherche empirique. Néanmoins, l'articulation d'enquêtes intensives (ethnographiques ou non) épousant une approche processuelle et d'analyses statistiques sur une population large permettant de repérer *en situation* (c'est-à-dire dans différentes conjonctures, intense électoralement ou non, etc.) les intermédiaires de la politisation et les « autrui significatifs » en matière politique (à travers par exemple des analyses de réseaux distinguant les types de liens, leur intensité, leurs orientations normatives, etc.) pourrait permettre d'avancer sur ces questions.

- BARRAULT-STELLA Lorenzo, 2010, « Anticipations de l'avenir et différenciation des rapports au politique de jeunes des milieux populaires. Une enquête ethnographique en banlieue parisienne », *Politique et sociétés*, vol. 29, n°3, p. 97-114.
- BARRAULT-STELLA Lorenzo, 2013, *Gouverner par accommodements. Stratégies autour de la carte scolaire*, Paris, Dalloz-Sirey.
- BARRAULT-STELLA Lorenzo, 2014, « Les rapports à l'institution scolaire de familles populaires dans les mondes ruraux contemporains », *Agora débats/jeunesse*, n°67, p. 21-36.
- BARRAULT-STELLA Lorenzo, BERJAUD Clémentine, 2015, « Political practices from the sidelines. A qualitative approach to political ambivalence in contemporary working-class youth in France », *French Politics*, vol.13, n°3, p. 221-240.
- BARRAULT-STELLA Lorenzo, PUDAL Bernard, 2015, « Représenter les classes populaires ? », *Savoir/Agir*, n°34, p. 71-80.
- BARRAULT-STELLA Lorenzo, BERJAUD Clémentine, 2016, « « Celui qui parle de ça, limite on va le vanner. » Des jeunes des classes populaires face aux élections de 2012 », in Collectif SPEL, *Les sens du vote. Une enquête sociologique (France, 2011-2014)*, Rennes, PUR, p. 25-54.
- BARRAULT-STELLA Lorenzo, BERJAUD Clémentine, 2017, « Sur quelques votes FN de jeunes des classes populaires en périphérie urbaine », in Gérard MAUGER et Willy PELLETIER (dir.), *Les classes populaires et le FN. Explications de votes*, Broissieux, Croquant, p. 195-208.
- BEAUD Stéphane, PIALOUX Michel, 1999, *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, La Découverte.
- BEAUD Stéphane, PIALOUX Michel, 2003, *Violences urbaines, violences sociales*, Paris, Fayard.
- BEAUD Stéphane, PIALOUX Michel, 2006, « Racisme ouvrier ou mépris de classe ? », in Didier FASSIN, Éric FASSIN, *De la question sociale à la question raciale ?*, Paris, La Découverte, p. 72-90.
- BEAUD Stéphane, MAUGER Gérard (dir.), 2017, *Une génération sacrifiée ? Jeunes des classes populaires dans la France désindustrialisée*, Paris, Editions Rue d'Ulm.
- BERELSON Bernard, GAUDET Hazel, LAZARSELD Paul, 1944, *The people's choice, How the voter makes up his mind in a Presidential campaign*, New York, Columbian University Press.
- BERELSON Bernard, LAZARSELD Paul, MC PHEE William, 1954, *Voting. A study of opinion formation in a presidential campaign*, Chicago, University of Chicago Press.
- BENNANI CHRAIBI Mounia, FILLIEULE Olivier (dir.), 2003, *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Presses de Science Po, Paris.
- BERJAUD Clémentine, 2016, *Cinq sur cinq, mi commandante ! Contribution à l'étude des réceptions des discours politiques télévisés*, Paris, Dalloz-Sirey.
- BEROUUD Sophie, DENIS Jean-Michel, DESAGE Guillaume, GIRAUD Baptiste, PELISSE Jérôme, 2008, *La lutte continue ? Les conflits du travail dans la France contemporaine*, Broissieux, Croquant.
- BEROUUD Sophie, BOUFFARTIGUE Paul, HECKERT Henri, MERKLEN Denis, 2016, *En quête des classes populaires. Un essai politique*, Paris, La Dispute.
- BLONDIAUX Loïc, 1996, « Mort et résurrection de l'électeur rationnel. Les métamorphoses d'une problématique incertaine », *Revue française de science politique*, vol. 46, n° 5, p. 753-791.
- BOLAERT Julien, MICHON Sébastien, OLLION Etienne, 2017, *Métier : député. Enquête sur la professionnalisation de la politique en France*, Paris, Raisons d'agir.
- BOURDIEU Pierre, 1958, *Sociologie de l'Algérie*, Paris, PUF.
- BOURDIEU Pierre, 1963, *Travail et travailleurs en Algérie*, Paris, Mouton.

- BOURDIEU Pierre, DARBEL Alain, 1966, *L'amour de l'art. Les musées d'art européens et leur public*, Paris, Minuit.
- BOURDIEU Pierre, 1974, « Avenir de classe et causalité du probable », *Revue française de sociologie*, vol. 15, n°2, p. 3-42.
- BOURDIEU Pierre, 1977, *Algérie 60*, Paris, Minuit.
- BOURDIEU Pierre, 1979, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.
- BOURDIEU Pierre, 1981, *Questions de sociologie*, Paris, Minuit.
- BOURDIEU Pierre, 1981, « La grève et l'action politique », in *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, p. 251-263.
- BOURDIEU Pierre (dir.), 1993, *La Misère du Monde*, Paris, Seuil.
- BOURDIEU Pierre, 1997, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil/Liber.
- BOURDIEU Pierre, 2001, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil.
- BOURDIEU Pierre, 2008, *Esquisses algériennes*, Paris, Seuil/Liber.
- BOURDIEU Pierre, 2012, *Sur l'État*, Paris, Seuil-Raisons d'agir.
- BRACONNIER Céline, DORMAGEN Jean-Yves, 2007, *La démocratie de l'abstention*, Paris, Gallimard.
- BRACONNIER Céline, *Une autre sociologie du vote*, 2010, Cergy Pontoise, Lejep.
- BRACONNIER Céline, MAYER Nonna (dir.), 2014, *Les Inaudibles. Sociologie politique des précaires*, Paris, Presses de Sciences Po.
- BRIQUET Jean-Louis, 1997, *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin.
- BRUNEAU Ivan, 2002, « Un mode d'engagement singulier au FN. La trajectoire scolaire effective d'un fils de mineur », *Politix*, n°57, p. 183-211.
- BUTON François, MARIOT Nicolas, LEHINGUE Patrick, ROZIER Sabine (dir.), 2016, *L'ordinaire du politique. Enquête sur les rapports profanes au politique*, Lille, Septentrion.
- CAMPBELL Angus, CONVERSE Philip, MILLER Warren, STOKES Donald, 1960, *The American voter*, Chicago, University of Chicago Press.
- CARREL Marion, NEVEU Catherine (dir.), 2014, *Citoyennetés ordinaires*, Paris, Karthala.
- CARTIER Marie, COUTANT Isabelle, MASCLLET Olivier, SIBLOT Yasmine, 2008, *La France des « petits moyens »*. Enquête sur la banlieue pavillonnaire, Paris, La Découverte.
- COLLECTIF SPEL, 2016, *Les sens du vote. Une enquête sociologique (France, 2011-2014)*, Rennes, PUR.
- COLLOVALD Annie, SAWICKI Frédéric, 1991, « Le populaire et le politique », *Politix*, n° 13, p. 4-20.
- COLLOVALD Annie, 2004, *Le populisme du FN*, Bellecombe en Bauges, Croquant.
- COMBES Hélène, VOMMARO Gabriel, 2015, *Sociologie du clientélisme*, Paris, La Découverte.
- CONVERSE Philip, 1964, « The nature of belief systems in mass publics », in David APTER (dir.), *Ideology and discontent*, New York, Free Press, p. 206-261.
- COSSART Paula, TALPIN Julien, 2015, *Lutte urbaine. Participation et démocratie d'interpellation à l'Alma Gare*, Vullaines sur Seine, Croquant.
- CREPON Sylvain, DEZE Alexandre, MAYER Nonna (dir.), 2015, *Les faux-semblants du Front national*, Paris, Presses de Sciences Po.
- DARRAS Éric, MAUGER Gérard, CONTAMIN Jean-Gabriel (dir.), 1998, *La politique ailleurs*, Amiens, PUF-CURAPP.

- DELLI CARPINI Michael, KEETER Scott, 1996, *What Americans knows about politics and why it matters*, New Haven, Yale University Press.
- DELOYE Yves, 2007, *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, Repères.
- DELOYE Yves, IHL Olivier, 2008, *L'acte de vote*, Paris, Presses de Sciences Po.
- DELUERMOZ Quentin, 2012, *Le crépuscule des révolutions, 1848-1871. Histoire de la France contemporaine, volume 3*, Paris, Seuil.
- DO ROSARIO Domingos Manuel, MUENDANE Elísio Emanuel, 2016, « « Se faire recenser ? Oui, mais voter ? ». Le cens caché du matériel du vote au cours des élections de 2014 au Mozambique », *Politique africaine*, n°144.
- DULONG Delphine, 2010, *La construction du champ politique*, Rennes, PUR.
- DURAND Marcel, 2006, *Un grain de sable sous le capot*, Marseille, Agone.
- EDELSTEIN Melvin, 2014, *La Révolution française et la naissance de la démocratie électorale*, Rennes, PUR.
- ELIASOPH Nina, 1998, *Avoiding politics. How Americans produce apathy in everyday life*, Cambridge, Cambridge University Press.
- ELIASOPH Nina, LICHTERMAN Paul, 2003, « Culture in interaction », *American Journal of Sociology*, vol. 108, n° 4, p. 735-794.
- FAVRE Pierre, OFFERLE Michel, 2002, « Connaissances politiques, compétences politiques ? Enquête sur les performances cognitives des étudiants français », *Revue Française de Science Politique*, vol. 52, n° 2-3, p. 201-232.
- FILLIEULE Olivier, AGRIKOLIANSKY Éric, SOMMIER Isabelle (dir.), 2010, *Penser les mouvements sociaux*, La Découverte.
- FILLIEULE Olivier, HAEGEL Florence, HAMIDI Camille, TIBERJ Vincent (dir.), 2016, *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche*, Paris, Presses de Sciences Po.
- FUREIX Emmanuel, JARRIGE François, 2015, *La modernité désenchantée. Relire l'histoire du XIXe siècle français*, Paris, La Découverte.
- GAMSON William, 1992, *Talking politics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GARRIGOU Alain, 2002 [1992], *Histoire sociale du suffrage universel en France*, Paris, Seuil.
- GAXIE Daniel, 1978, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil.
- GAXIE Daniel, 1982, « Mort et résurrection du paradigme de Michigan. Remarques sur quelques résultats récents de la sociologie des comportements politiques aux États-Unis », *Revue française de science politique*, vol.32, n°2, p. 251-269.
- GAXIE Daniel, LEHINGUE Patrick, 1984, *Enjeux municipaux. La construction des enjeux politiques dans une élection municipales*, Amiens, PUF-CURAPP.
- GAXIE Daniel, 1990, « Au-delà des apparences. Sur quelques problèmes de mesure des opinions », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°81-82, p.97-112.
- GAXIE Daniel, 1993, « Le vote désinvesti. Quelques éléments d'analyse des rapports au vote », *Politix*, n° 22, p. 138-164.
- GAXIE Daniel, 2001a, « Les critiques profanes de la politique » in J-L. Briquet, P. Garraud (dir.), *Juger la politique*, Rennes, PUR, p. 217-240.
- GAXIE Daniel, 2001b, « Vu du sens commun », *Espace temps*, n°76/77, p. 82-94.
- GAXIE Daniel, 2002, « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales », *Revue française de science politique*, vol. 52, n°2/3, p. 145-178.

- GAXIE Daniel, 2003, *La démocratie représentative*, Paris, Montchrestien (4^e édition).
- GAXIE Daniel, 2004, « Science Politique, Sociologie Politique, Sciences Sociales du Politique », in Éric DARRAS, Olivier PHILIPPE (dir.), *La Science Politique Une et Multiple*, Paris, L'Harmattan, p. 127-153.
- GAXIE Daniel, 2006, « Des penchants vers les ultras droites », in Annie COLLOVALD, Brigitte GAITI (dir.), *La démocratie aux extrêmes*, Paris, La Dispute, 2006, p. 223-245.
- GAXIE Daniel, 2007, « Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des « citoyens » », *Revue française de science politique*, vol. 57, n°6, p.737-758.
- GAXIE Daniel, 2008, « Les profanes en politique : réflexion sur les usages d'une analogie », in Thomas FROMENTIN, Stéphanie WOJCIK (dir.), *Le profane en politique*, Paris, L'Harmattan, p. 289-302.
- GAXIE Daniel, 2013, « Retour sur les modes de production des opinions », in Philippe COULANGEON, Julien DUVAL (dir.), *Trente ans après La Distinction de Pierre Bourdieu*, Paris, La Découverte, p. 293-306.
- GAXIE Daniel, 2016, « « Plus ça va, moins j'y crois moi à la politique ». Adhésions et pertes d'adhésion cycliques au politique », in Collectif SPEL, *Les sens du vote. Une enquête sociologique (France, 2011-2014)*, Rennes, PUR, p. 179-193.
- GEAY Kevin, 2015, *Enquête sur les rapports au politique des classes supérieures*, Thèse de Science Politique, Université Paris Dauphine.
- GIDDENS Anthony, 1987, *La constitution de la société*, Paris, PUF.
- GIRARD Violaine, 2013, « Sur la politisation des classes populaires péri-urbaines. Trajectoires de promotion, recompositions des appartenances sociales et distance(s) vis-à-vis de la gauche », *Politix*, n°101, p.183-215.
- GOUARD David, 2014, *La banlieue rouge. Ceux qui restent et ce qui change*, Bordeaux, Le bord de l'eau.
- GOUGOU Florent, 2012, *Comprendre les mutations du vote des ouvriers*, Thèse de Science Politique, Sciences Po.
- GOUGOU Florent, 2015, « Les ouvriers et le vote FN : les logiques d'un réaligement électoral », in Sylvain CREPON, Alexandre DEZE, Nonna MAYER (dir.), *Les faux semblants du Front National. Sociologie d'un parti politique*, Presses de Science Po, p. 323-343.
- GOULET Vincent, 2010, *Médias et classes populaires. Les usages ordinaires des informations*, Paris, INA Editions.
- GRIGNON Claude, PASSERON Jean-Claude, 1989, *Le savant et le populaire : misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Hautes Études/Gallimard/Seuil.
- GUIONNET Christine, 1997, *L'apprentissage de la politique moderne*, Paris, L'Harmattan.
- HAMIDI Camille, 2010, *La société civile dans les cités. Engagement associatif et politisation dans des associations de quartier*, Paris, Economica.
- HOCHSCHILD Arlie, 2016, *Strangers in their own land*, New York, The New Press.
- HOGGART Richard, 1970 [1957], *La culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Minuit.
- HUCKFELDT Robert, SPRAGUE John, 1995, *Citizens, politics and social communication*, Cambridge, Cambridge University Press.
- JEANPIERRE Laurent, 2012, « Les populismes du savoir », *Critique*, n°776-777, p. 150-164.

- JOIGNANT Aldredo, 2004, « Pour une sociologie cognitive de la compétence politique », *Politix*, n°65, p. 149-173.
- KATZ Elihu, LAZARSFELD Paul, 1955, *Personal influence. The part played by people in the flow of mass communications*, New York, Free Press of Glencoe.
- LACROIX Bernard, 1985, « Ordre politique et ordre social », in Madeleine GRAWITZ, Jean LECA (dir.), *Traité de Science Politique. Tome 1*, Paris, PUF, p. 469-565.
- LAGRANGE Hughes, OBERTI Marco, 2006, *Emeutes urbaines et protestations*, Paris, Presses de Sciences Po.
- LAGROYE Jacques, 2003, « Les processus de politisation », in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, p. 359-372.
- LAHIRE Bernard, 1998, *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan.
- LAMBERT Anne, 2015, « Tous propriétaires ! ». *L'envers du décor pavillonnaire*, Paris, Seuil.
- LAURENS Sylvain, 2015, *Les courtiers du capitalisme*, Marseille, Agone.
- LEFEBVRE Rémi, SAWICKI Frédéric, 2006, *La société des socialistes*, Bellecombès-en-Bauges, Croquant.
- LEHINGUE Patrick, 1997, « La volatilité électorale », *Scalpel*, n°2-3, p. 123-177.
- LEHINGUE Patrick, 2003, « L'objectivation statistique des électors. Que savons-nous des électeurs du FN ? », in Jacques LAGROYE (dir.), *La Politisation*, Paris, Belin, p. 247-278.
- LEHINGUE Patrick, 2007, *Subunda. Coups de sonde dans l'océan des sondages*, Bellecombès-en-Bauges, Croquant.
- LEHINGUE Patrick, 2011, *Le vote. Approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, Paris, La Découverte.
- LEHINGUE Patrick, 2017, « « L'électorat » du Front National. Retour sur deux ou trois « idées reçues » », in Gérard MAUGER et Willy PELLETIER (dir.), *Les classes populaires et le FN. Explications de votes*, Broissieux, Croquant, p. 19-42.
- LE GALL Laurent, OFFERLE Michel, PLOUX François (dir.), 2012, *La politique sans en avoir l'air*, Rennes, PUR.
- LE GRIGNOU Brigitte, 2003, *Du côté du public. Usages et réception de la télévision*, Paris, Economica.
- LOMBA Cédric, 2013, « Restructurations industrielles : appropriations et expropriations des savoirs ouvriers », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°196-197, p. 34-53.
- MASCLET Olivier, 2003, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute.
- MARCHAND Christèle, 2015, « Les ressorts privés du vote Front National », in Sylvain CREPON, Alexandre DEZE, Nonna MAYER (dir.), *Les faux semblants du Front National*, Paris, Presses de Science Po, p. 323-374.
- MARCHAND Christèle, 2017, *Le vote FN. Pour une sociologie localisée de l'électorat frontiste*, Bruxelles, De Boeck.
- MARIOT Nicolas, 2010, « Pourquoi il n'existe pas d'ethnographie de la citoyenneté ? », *Politix*, n°92, p. 161-188.
- MATONTI Frédérique, POUPEAU Franck, 2004, « Le capital militant », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°155, p. 4-11.
- MAUGER Gérard, 2006, *L'émeute de novembre 2005. Une révolte protopolitique*, Broissieux, Croquant.

- MAUGER Gérard, 2013, « Bourdieu et les classes populaires. L'ambivalence des cultures dominées », in Philippe COULANGEON, Julien DUVAL (dir.), *Trente ans après La Distinction de Pierre Bourdieu*, Paris, La Découverte, p. 244-254.
- MAUGER Gérard, PELLETIER Willy (dir.), 2017, *Les classes populaires et le FN. Explications de votes*, Broissieux, Croquant.
- MAYER Nonna, 2010, *Sociologie des comportements politiques*, Paris, Armand Colin, 2010.
- MEAD Georges H., 1963, *L'esprit, le soi, la société*, Paris, PUF.
- MERKLEN Denis, 2009, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute.
- MICHELAT Guy, SIMON Michel, 1977, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de Sciences Po.
- MICHELAT Guy, SIMON Michel, 2004, *Les ouvriers et la politique*, Paris, Presses de Sciences Po.
- MISCHI Julian, 2008, « Les militants ouvriers de la chasse », *Politix*, n° 83, p. 133-153.
- MISCHI Julian, 2014, *Le communisme désarmé*, Marseille, Agone.
- MISCHI Julian, 2016, *Le bourg et l'atelier. Sociologie du combat syndical*, Marseille, Agone.
- MOHAMMED Marwan, 2010, *La formation des bandes. Entre la famille, l'école et la rue*, Paris, PUF.
- MUCCHIELLI Laurent, 1998, *La découverte du social. Naissance de la sociologie en France (1870-1914)*, Paris, La Découverte.
- NEVEU Erik, 2011 [1996], *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte.
- NEVEU Catherine, 2013, « 'E pur si muove ?', ou comment saisir empiriquement les processus de citoyenneté », *Politix*, n° 103, p. 205-222.
- NOIRIEL Gérard, 1986 [2002], *Les ouvriers dans la société française. XIXème-XXème siècles*, Paris, Seuil.
- OFFERLE Michel, 2007, « Capacités politiques et politisation : faire voter et voter XIXème/XXème siècle », *Genèses*, n° 67, p. 131-149 et n°68, p. 145-160.
- OFFERLE Michel, 2012, « En r'venant d'la r'vue », *Politix*, n°100, p. 63-81.
- PAGIS Julie, 2014, *Mai 68. Un pavé dans leur histoire*, Paris, Presses de Sciences Po.
- PALHETA Ugo, 2012, *La domination scolaire. Sociologie de l'enseignement professionnel et de son public*, Paris, PUF.
- PASSERON Jean-Claude, 1970, « Présentation », in Richard HOGGART, *La culture du pauvre*, Paris, Minuit, p. 7-16.
- PASSERON Jean-Claude, 2006 [1991], *Le raisonnement sociologique*, Paris, Albin Michel.
- PEUGNY Camille, 2015, « Pour une prise en compte des clivages au sein des classes populaires. La participation politique des ouvriers et des employés », *Revue française de science politique*, vol.65, n°5, p. 735-759.
- PEUGNY Camille, 2016, *La stratification interne aux classes populaires salariées. Morphologie, conditions d'emploi et rapport au politique*, Habilitation à Diriger des Recherches en Sociologie, Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines.
- PIERRU Emmanuel, 2005, *Guerre aux chômeurs ou guerre au chômage*, Bellecombes en Bauges, Editions du Croquant.
- PIERRU Emmanuel, VIGNON Sébastien, 2008, « L'inconnue de l'équation FN. Ruralité et vote d'extrême-droite » in Annie ANTOINE, Julian MISCHI (dir.), *Sociabilité et politique en milieu rural*, PUR, p. 407-419.

- PUDAL Bernard, 1988, « Les dirigeants communistes. Du « fils du peuple » à l' « instituteur des masses » », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol.71, n°1, p. 46-70.
- PUDAL Bernard, 1989, *Prendre parti. Pour une sociologie historique*, Paris, Presses de Sciences Po.
- PUDAL Bernard, 2000, « Politisations ouvrières et communisme », in M. Dreyfus et ali. (dir.), *Le Siècle des communismes*, Paris, L'Atelier, p. 759-779.
- PUDAL Bernard, 2009, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombès en Bauges, Croquant.
- PUDAL Romain, 2011, « La politique à la caserne. Approche ethnographique des rapports à la politique en milieu pompier », *Revue française de science politique*, vol.61, n°5, p. 917-944.
- PUDAL Romain, 2016, *Retour de flammes. Les pompiers des héros fatigués ?*, Paris, La Découverte.
- RENAHY Nicolas, 2005, *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte.
- RIVIERE Jean, 2008, « Le vote pavillonnaire existe-t-il ? Comportements électoraux et positions sociales locales dans une commune rurale en cours de périurbanisation », *Politix*, n°83, p. 23-48.
- ROSENSTONE Steven, HANSEN John Mark Hansen, 1993, *Mobilization, participation and democracy in America*, New York, Macmillan Publishing.
- ROUEFF Olivier, 2013, « Les homologues structurales : une magie sociale sans magicien ? La place des intermédiaires dans la fabrique des valeurs », in Philippe COULANGEON, Julien DUVAL (dir.), *Trente ans après La Distinction de Pierre Bourdieu*, Paris, La Découverte, p. 153-164.
- SAYAD Abdelmalek, 1993, « Émigration et nationalisme : le cas algérien », in *Genèse de l'État moderne en Méditerranée*, Rome, École Française de Rome, p. 407-436
- SCHWARTZ Olivier, 1990, *Le monde privé des ouvriers*, Paris, PUF.
- SCHWARTZ Olivier, 1991, « Sur le rapport des ouvriers du Nord à la politique », *Politix*, n°13, 1991, p. 79-86.
- SCHWARTZ Olivier, 1998, *La notion de classes populaires*, Habilitation à diriger des recherches en Sociologie, Université de Saint-Quentin-en-Yvelines.
- SCHWARTZ Olivier, 2006, « Hauts, bas, fragiles. Sociologies du populaire », *Vacarmes*, <http://www.vacarme.org/article1118.html> (publié le 15 octobre 2006, consulté le 20 août 2015).
- SCOTT James C., 1985, *Weapons of the weak. Everyday forms of peasant resistance*, Yale, Yale University Press.
- SCOTT James C., 1990, *Domination and the arts of resistances. Hidden transcript*, New Haven/Londres, Yale University Press.
- SCOTT James C., 2009, *The art of not being governed: an anarchist history of upland Southeast Asia*, New Haven, Yale University Press.
- SIBLOT Yasmine, 2006, *Faire valoir ses droits. Les services publics dans les quartiers populaires*, Paris, Presses de Science Po.
- SIBLOT Yasmine, 2010, « Faire valoir ses droits » et « se faire entendre ». *Rapports mobilisés à sa condition sociale en milieu populaire*, Habilitation à diriger des recherches en Sociologie, Université Paris Descartes.
- SIBLOT Yasmine, CARTIER Marie, COUTANT Isabelle, MASCRET Olivier, RENAHY Nicolas, 2015, *Sociologie des classes populaires*, Paris, Armand Colin.
- SIMEANT Johanna, 2010, « « Économie morale » et protestations. Détours africains », *Genèses*, n°81, p. 142-160.

- SINGERMAN Diane, 1996, *Avenues of Participation: Family, Politics and Networks in Urban Quarters of Cairo*, Princeton, Princeton University Press.
- SINTOMER Yves, 2013, « Introduction », in Max Weber, *La Domination*, Paris, La Découverte, p. 24-30.
- SOULET Marc Henry (dir.), 2011, *Ces gens-là. Les sciences sociales face au peuple*, Fribourg, Academic Press Fribourg.
- SPIRE Alexis, 2016, « État des lieux : les *policy feedbacks* et le rapport ordinaire à l'État », *Gouvernement et action publique*, n°4, p. 141-156.
- TALPIN Julien, 2016, *Community organizing. De l'émeute à l'alliance des classes populaires aux États-Unis*, Paris, Raisons d'agir.
- THOMPSON Edward Palmer, 1971, « The moral economy of the English crowd in the 18th century », *Past and Present*, n°50, p. 76-136.
- VANNETZEL Marie, 2016, *Les frères musulmans égyptiens. Enquête sur un secret public*, Paris, Kartala.
- WEBER Eugen, 1976, *Peasants into Frenchmen. The modernization or rural France 1870-1914*, Standford, Standford University Press.
- WEBER Max, *Œuvres politiques (1895-1919)*, 2004, Paris, Albin Michel.
- WEBER Max, 2008 [1920], *Économie et Société*, tome 1 : *Les catégories de la sociologie*, Paris, Pocket.
- WILLIS Paul, 1978, « L'école des ouvriers », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 24, p. 50-61.
- ZUCKERMANN Alan (dir.), 2005, *The social logics of politics. Personal networks as contexts for political behavior*, Philadelphia, Temple University Press.